



Collectif Racine

Les enseignants patriotes

La lettre

Directeur publication & rédaction : Alain Avello | Responsable conception & réalisation : Arnaud de Rigné

LE FOSSOYEUR

de l'Ecole et des services publics



ISSN 2492-072X

**ANALYSE DU
PROGRAMME DE
FRANÇOIS FILLON**

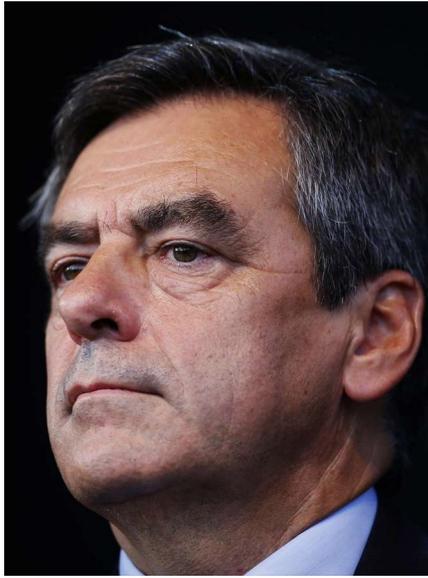
Page 4

**CONSTAT ALARMANT
SUR L'ETAT DE
L'ECOLE EN FRANCE**

Page 16

**FICHE DE LECTURE :
L'ENSEIGNEMENT
DE L'IGNORANCE**

Page 18



La présente livraison de « La Lettre du Collectif Racine » (12^e numéro) paraît en ces premiers jours de janvier. Elle est donc l'occasion de vous souhaiter à tous une excellente année 2017 ! Puisse cette nouvelle année vous apporter tout le meilleur à chacun, puisse-t-elle ouvrir à la candidate que nous soutenons, Marine Le Pen, les portes de l'Élysée et à une majorité bleu-marine, celles de l'Assemblée nationale ! Puisse 2017 permettre à la France de retrouver sa souveraineté, sa liberté et sa grandeur !

2017 sera, c'est l'évidence, une année décisive pour l'avenir de la France, elle sera, tout aussi évidemment, une année de combat, et notamment pour les enseignants patriotes rassemblés au sein du Collectif Racine. Amoureux de la France, nous le sommes tout autant de son Ecole qui ne pourra être sauvée du naufrage que par le redressement de notre pays, redressement dont elle sera par ailleurs l'un des principaux moyens. Combattants pour la France, pour son Ecole, nous voulons l'être en nous adressant à l'intelligence des Français, en suscitant le débat sur le fond, et en faisant ainsi honneur à la démocratie. C'est pourquoi la présente livraison est largement consacrée à l'analyse d'un bilan et d'un projet, ceux de François Fillon, l'un des principaux adversaires auquel nous aurons à nous confronter, tout au long de la campagne.

3 EDITORIAL

Edito d'*Alain Avello*, président du Collectif Racine

4 FRANÇOIS FILLON : LE FOSSOYEUR DE L'ÉCOLE ET DES SERVICES PUBLICS

Analyse de son bilan et de son programme par le Collectif Racine

6 Fonctionnaires et futurs fonctionnaires :
l'espoir patriote en 2017 !
Arnaud de Rigné

7 Fillon, ou l'imposture antipédagogue
Alain Avello

8 Le programme « éducation » de Fillon :
coup de grâce pour l'École de la République
Pierre Miscevic

11 Fillon : faux souverainiste,
vrai européiste libéral
Aymeric Durox

13 M. Fillon, il faut choisir : transmission de
notre culture ou dialogue interculturel ?
Valérie Laupies

14 Non M. Fillon,
l'école n'est pas une entreprise !
Marc Chapuis

16 Depuis des dizaines d'années, toutes les
études, internationales ou nationales,
établissent un constat alarmant sur l'état de
l'école en France...
Daniel Philippot

18 FICHE DE LECTURE :
**« L'ENSEIGNEMENT DE
L'IGNORANCE »**
Ouvrage de Jean-Claude Michéa

26 ÉVÈNEMENTS

27 Intervention aux Semaines sociales de
France
Alain Avello

29 Nomination d'Alain Avello au conseil
stratégique de campagne de Marine Le Pen

**30 CONFÉRENCES ET LANCEMENT
DE SECTIONS**
Actualité du Collectif Racine

30 Lancement de la section de l'Isère et des
Hauts-de-Seine

31 Retour sur les conférences de Melun,
Mulhouse et Bordeaux

31 Participation du Collectif Racine au
Forum de l'Alternative éducative à Paris

Edito

Notre précédente Lettre, parue fin septembre dernier, exposait l'intégralité de nos « 100 propositions pour l'Ecole et l'Université de demain », synthèse de trois ans de travaux, et matière destinée à nourrir le Projet pour la France que Marine Le Pen, la candidate que nous soutenons pour l'élection présidentielle, présentera à nos compatriotes. Ces propositions lui avaient été remises, le 22 septembre, au terme de sa première Convention présidentielle consacrée à l'Ecole et à l'Enseignement supérieur.

Nous avons pu, depuis lors, observer l'accueil que les uns et les autres ont fait à ces propositions : quelque hostilité attendue et marginale notamment de la part de ceux, pseudo-syndicalistes, mais vrais activistes gauchistes ou libertaires, qui s'imaginent anachroniquement que les salles des professeurs devraient continuer d'appartenir à leur champ de monopole idéologique (on trouvera sur internet un 12 pages rédigé par ces gens là : un long résumé, mais tout évidemment se gâte quand on en vient à l'analyse), de nombreux témoignages d'adhésion (nous ne comptons plus les courriels et courriers reçus), s'accompagnant des remarques d'usage (tel ou tel aurait souhaité que soit accentué ou, au contraire, minimisé tel ou tel aspect), mais, surtout et conformément à nos attentes, une large reconnaissance, non dénuée souvent d'enthousiasme, du bon sens de ces propositions et de l'ambition qu'elles expriment pour l'avenir. Des associations de spécialistes nous ont témoigné leur satisfaction de nous voir réhabiliter des enseignements moribonds ou simplement de prôner la mise en œuvre de méthodes ayant fait leur preuve, les professeurs de classes préparatoire ont très largement reconnu que nous étions les seuls à défendre ces classes d'excellence, et un important syndicat n'a pas hésité à nous témoigner, fût-ce de façon officieuse, son soutien. Parvenus aux responsabilités, nous saurons à n'en pas douter sur qui nous pourrions compter pour mettre en œuvre et mener à bien le grand plan de redressement dont l'Ecole et l'Université ont tant besoin !

Parallèlement, ont commencé à émerger les adversaires que Marine Le Pen, seule candidate naturelle, devra affronter au cours de l'élection présidentielle. Pour l'instant, pas moins de trois anciens ministres de l'Education nationale : Benoît Hamon, Vincent Peillon et François Fillon. Le bilan de ces gens-là, à la tête du ministère tout particulièrement, plaide contre eux : la « loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République » initiée par Peillon, éphémèrement poursuivie par Hamon et conduite jusqu'à son point ultime d'aberration par Vallaud-Belkacem répond à la même logique de destruction que la « loi d'orientation et de programmation pour l'avenir de l'école » de 2005, dite « loi Fillon ». Car, en matière de politiques scolaires comme en toute autre, sans cesse s'est trouvée vérifiée la collusion entre les partis de gouvernement de « gauche » comme de « droite », vérification s'il en était encore besoin de ce que ce clivage a décidément fait long feu, et n'est artificiellement maintenu par le Système que pour illusionner les électeurs par la fausse « alternance » qui indéfiniment reconduit le pareil au même et le même au pareil, jusqu'à présent du moins. Rien, bien sûr, ne distingue cette « gauche » et cette « droite »-là, ni du point de vue du fond, ni de celui des finalités, ni encore sous l'angle de leurs communes soumissions !

Cette 12e Lettre considère donc largement le cas Fillon, dont la candidature est depuis fin novembre certaine, son bilan et son projet en matière éducative. Le ministère Fillon, ce fut, comme l'un des contributeurs le souligne, et comme je l'ai moi-même de multiples fois exposé, par écrit ou au cours de conférences, le début d'une soumission sans réserve aucune aux directives éducatives de l'UE. Et les propositions du même Fillon, largement analysées elles aussi, ne laissent rien espérer d'autre que la perpétuation de cette soumission qui conduit à détruire toujours davantage l'Ecole de la République comme, plus généralement, l'ensemble de nos services publics.

Marine Le Pen opposera sans peine à pareil candidat l'impératif majeur de recouvrer, en matière éducative comme en toute autre, notre souveraineté : la France devra reprendre en mains sa politique éducative, dans l'intérêt des enfants et des jeunes que la nation confie à son Ecole, dans celui tout autant des enseignants, et à titre de condition absolument nécessaire de son redressement !

Alain Avello
Président du Collectif Racine



François FILLON

**Fossoyeur
de l'École
et des services publics**

**Analyse de son bilan
et de son programme
par le Collectif Racine**



Fonctionnaires et futurs fonctionnaires : l'espoir patriote en 2017 !



par **Arnaud de Rigné**

Étudiant en L3 Administration publique
Responsable Administration du Collectif Racine

« Les candidats qui, **de façon démagogique**, veulent supprimer des **centaines de milliers de postes** n'ont aucune idée des conséquences que cela pourrait avoir sur **nos services publics**. »

Jeune fonctionnaire, futur fonctionnaire encore étudiant, fonctionnaire chevronné... les problématiques sont les mêmes : le désir de servir l'Etat, de servir la France, et d'assurer l'intérêt général du peuple français !

« On oublie bien trop souvent que le travail d'un fonctionnaire est avant tout de servir son pays. »

On oublie bien trop souvent que le travail d'un fonctionnaire est avant tout de servir son pays. Enseignant, policier, pompier, infirmier, mais aussi directeur général des services d'une collectivité territoriale : c'est la mise en oeuvre de services publics indispensables à la nation !

Les candidats qui, de façon démagogique, veulent supprimer des centaines de milliers de postes n'ont aucune idée des conséquences que cela pourrait avoir sur nos services publics. Le passage à 39 heures payées 37, alors que de plus en plus de facteurs se suicident suite aux nouvelles cadences de travail à la Poste est tout simplement injuste.

« Le quinquennat Sarkozy-Fillon est comptable d'avoir réduit le nombre des fonctionnaires d'Etat pourtant indispensables à la nation. »

La décentralisation aura eu cet effet pervers d'augmenter sans mesure le nombre de fonctionnaires territoriaux. Celui-ci devra être en effet rationalisé progressivement à la suite d'une réforme de simplification administrative voulue par Marine. Le quinquennat Sarkozy-Fillon est comptable d'avoir réduit le nombre des fonctionnaires d'Etat pourtant indispensables à la nation, en ignorant délibérément la multiplication, souvent sans fondement, d'agents des collectivités, entraînée par l'empilement des échelons territoriaux.

La jeunesse française n'a pas à faire les frais d'une décentralisation mal conçue, contestable jusque dans ses principes et condamnable du fait qu'elle implique d'importantes suppressions de postes dans les services publics de l'Etat.

Le plan de réformes majeures que propose Marine aura deux conséquences importantes : d'une part, une grande simplification administrative, avec la suppression de nombreux échelons administratifs inutiles, tels que la région ou l'intercommunalité, qui, en récupérant des services publics d'autres collectivités territoriales, les ont en réalité largement décimés. D'autre part, une inversion du recrutement des fonctionnaires : nous avons besoin de davantage d'agents publics et de fonctionnaires d'Etat, pour réparer les erreurs des quinquennats précédents, notamment en matière de police, mais aussi pour les hôpitaux et pour la Poste, qui souffre de ses compressions d'effectifs ! Par contre, nous devons mettre des règles bien plus strictes pour le recrutement de nos fonctionnaires territoriaux qui, à cause de la multiplication du nombre de collectivités territoriales, ont vu leur effectif gonfler et la charge financière exploser.

« Il faudra redonner le goût du métier d'enseignant, et procéder également à une revalorisation salariale. »

En ce qui concerne les enseignants, nous devons nous atteler au problème majeur du manque d'effectifs. Il faudra pour cela redonner le goût de ce métier, et procéder également à une revalorisation salariale. Enfin, il faut permettre aux enseignants de travailler dans de meilleures conditions : leur donner des outils pour se faire respecter, notamment dans certains collèges et lycées où les incivilités sont de plus en plus récurrentes, est ainsi indispensable. ●

Fillon, ou l'imposture antipédagogue



par **Alain Avello**

Président du Collectif Racine

Membre du conseil stratégique de la campagne de Marine Le Pen
Conseiller régional des Pays de la Loire

Au sujet de l'Ecole, c'est, semble-t-il, la corde de l'antipédagogisme que François Fillon entend faire vibrer, prétendant de la sorte tirer bénéfice de l'exaspération suscitée par près de 30 ans de politiques scolaires ourdies par de pseudo-experts en pédagogie, nourries de prétendues « sciences de l'éducation », et ayant si bien installé « l'élève au centre du système » que l'instruction, elle, s'est trouvée reléguée à sa périphérie.

On aura tôt fait là encore de renvoyer Fillon à son bilan. Que n'a-t-il saisi l'occasion de son passage rue de Grenelle (2004-2005) pour opposer aux « experts » hantant l'administration centrale la volonté politique de réorienter l'Ecole vers ses missions essentielles ? Que n'a-t-il réformé en revenant sur les orientations insensées de la loi Jospin qui, en 1989, institutionnalisa le pédagogisme et consacra le règne des « experts en sciences de l'éducation » ?

De fait, la loi Fillon de 2005, ce fut un coup supplémentaire porté à l'instruction et à l'émancipation qui en découle, par l'introduction du « socle commun » qui ne renvoie nullement à la transmission pourtant primordiale des fondamentaux, mais permet de vider les enseignements de leurs contenus. Ce fut plus largement la traduction directe des injonctions de l'UE assignant à l'Ecole l'objectif de produire des salariés d'autant mieux « employables » et « flexibles » que peu instruits.

En matière éducative comme en toute autre, Fillon est le nom d'une soumission sans restriction à l'Union Européenne : tout dans son bilan le démontre. Et, en cette matière, les objectifs ultralibéraux de l'UE trouvent dans le pédagogisme leur plus efficace vecteur, de sorte que les postures antipédagogistes de François Fillon comme, du reste, ses invocations du « roman national » ne sauraient abuser personne : elles relèvent bel et bien de l'imposture. ●

Quand des lycéens n'en peuvent plus du laxisme scolaire

Communiqué d'**Alain Avello**

L'Inspection académique semble dépassée par l'inédit de la situation, le proviseur de l'établissement invoque la « bienveillance » dont il s'agit, selon elle, de toujours faire preuve en matière éducative, les élèves du lycée professionnel Albert Chassagne de Paimboeuf (44) n'en pouvant plus du laxisme régnant dans leur établissement, ont osé réclamer que des sanctions soient prononcées à l'encontre de ceux de leurs condisciples, fauteurs de troubles, qui les empêchent d'étudier dans la sérénité.

La situation, aussi exceptionnelle soit-elle, souligne que la permissivité et le laxisme, nourris de psychologie et de sociologie, sciences très incertaines, prétendant pourtant tout expliquer et conduisant par là à tout excuser, ont décidément fait long feu. Et le proviseur confessant que tout cela lui « fait très peur », n'exprime rien d'autre que la déroute de ses propres modèles hérités de 68. Car, dans une société de plus en plus violente et face à un avenir de plus en plus angoissant, c'est d'ordre dont les élèves ressentent le besoin.

Ce besoin d'ordre, nous y répondrons par des mesures adaptées : il s'agira d'abord de restaurer l'autorité des enseignants en les rétablissant dans leur mission d'instruction, de sanctuariser ensuite tous les établissements qui doivent être protégés de la violence sociale, d'instaurer enfin la tolérance zéro relativement à tout acte répréhensible, en veillant à ce que toute sanction soit effectivement appliquée, avec placement éventuel dans un autre établissement doté d'internat, et transmission systématique au procureur de la République dans les cas relevant de qualification pénale. Fin de la discussion. ●

Le programme « éducation » de Fillon : coup de grâce pour l'École de la République



par **Pierre Miscevic**

Professeur de chaire supérieure (Khâgne)
Agrégré de Lettres classiques

François Fillon clame haut et fort aujourd'hui la nécessité d'en finir avec les « pédagogistes » : soit. Que ne s'est-il avisé, lors de son passage au ministère de l'Éducation nationale, de leur omniprésence et des ravages qu'ils accomplissaient déjà à cette époque ? Dans l'introduction du chapitre « Éducation » *Education : parce que tout commence par là*, sur le site « Fillon2017.fr » de son programme, il rappelle fièrement avoir fait adopter la loi du 23 avril 2005, qui instituait entre autres le *Socle commun de connaissances et de compétences* : le texte développant ce concept, sorte de fourre-tout, est devenu et resté depuis lors, moyennant des modifications successives dues à divers Trissotins, la référence aussi creuse qu'obligée, cache-misère d'un édifice à la dérive. Sur ce socle illusoire, l'École de la République n'a fait que vaciller chaque jour davantage. Mais François Fillon pourrait avoir ouvert les yeux. Quelles sont aujourd'hui ses propositions pour la restauration d'une École qu'il a lui-même naguère laissé sombrer ?

Un programme flou pour un contenu allégé

Si François Fillon commence par affirmer que *l'école doit s'affirmer comme le lieu d'acquisition des connaissances et du savoir, où l'élève est entraîné par ses maîtres à aimer apprendre, à s'élever, à se dépasser* (page 2), il énonce par la suite d'inquiétantes propositions qui semblent confirmer la politique actuelle d'allègement du contenu disciplinaire. On cherchera en vain la moindre précision concernant les horaires affectés aux différentes matières, notamment celles qui sont qualifiées à juste titre de « fondamentales », ou les diverses filières : rien par exemple sur la revalorisation primordiale de la série littéraire. On annonce seulement, sans autre détail, qu'il faudra *permettre à chaque élève de première et de terminale de se concentrer davantage sur les matières dominantes de sa série* (page 4). Le nombre d'épreuves au brevet est en revanche précisé : trois seulement. Le baccalauréat quant à lui en aura quatre : c'est ce qu'on appelle une *revalorisation* de cet examen. Qu'en est-il alors des autres matières, qui *pourront être notées dans le cadre du contrôle continu* (page 4) ? Un élément de réponse a été offert par Gérard Longuet, soutien de François Fillon, dans un rapport qui vient d'être publié (voir *Le Figaro* du 8 décembre) : l'auteur estime que pour rationaliser l'offre scolaire, il est nécessaire d'augmenter la taille moyenne des classes *grâce à la réduction du nombre d'options, au lycée notamment*.

Rien de neuf : la logique d'économie continuerait à laminer notre système éducatif, aux dépens de l'instruction et de la culture que l'on prétend par ailleurs offrir aux élèves. Les options seraient les premières victimes de ces coupes sombres : quel avenir François Fillon envisage-t-il donc pour le latin et le grec, ainsi que pour les langues dites « rares » ? Pas un mot dans son programme sur cette question, qui a pourtant été au cœur de la lutte contre la catastrophique « Réforme du collège », et dont les professeurs mesurent depuis quelques mois déjà les conséquences. Pas plus que les « pédagogistes », François Fillon ne semble savoir que la notion de « culture humaniste », qui occupe pourtant une place primordiale au sein du « socle », est d'abord fondée sur les Humanités.

On peut d'ailleurs se demander quelle sera la qualité scientifique de l'enseignement dispensé quand on lit (page 4) qu'il ne faudra *pas plus de 5 enseignants dans les deux premières années de collège : par exemple, un seul professeur de sciences pourrait enseigner en 6e les mathématiques, sciences de la vie et de la terre et technologie, un seul professeur pourrait enseigner le français et l'histoire-géographie ou bien le français et une langue*. Telle est l'École du savoir pour François Fillon : les professeurs de mathématiques ou de français apprécieront par ailleurs le cas que l'on fait de leur compétence scientifique.

Quant aux Classes préparatoires, qui sont le pôle d'excellence de notre système éducatif, le candidat à la présidentielle n'en dit mot. Il ne les évoque que dans le chapitre consacré à l'enseignement supérieur et à la recherche, dans une parenthèse de la page 4, non sans ambiguïté, et sans rien dire de la place qu'il souhaite leur donner, ni préciser s'il souhaite mettre fin ou non au processus de rapprochement avec les Universités. Il a cependant répondu à une lettre qui lui avait été adressée par le président de l'APHEC (Association des Professeurs de classes préparatoires économiques et commerciales), en utilisant de nouveau les termes les plus vagues possible : (...) *Les classes préparatoires doivent en particulier conserver leur caractère d'excellence. Ensuite, comme vous, j'insiste sur la nécessité d'un maillage territorial repensé, de nature à permettre l'accès aux classes préparatoires des bacheliers qui le méritent, en particulier lorsqu'ils sont d'origine modeste*. (lettre du 7 novembre 2016). ●●●

On note l'importance que l'ancien ministre accorde à juste titre aux élèves d'origine modeste méritant l'accès aux classes préparatoires. Mais il faut se rappeler que ce souci l'a mené non pas à faire en sorte que dans tous les établissements secondaires du territoire national les meilleurs élèves puissent travailler dans les meilleures conditions et parvenir au niveau requis pour une entrée en classe préparatoire, mais à promouvoir le concept antirépublicain de « discrimination positive », dès 2005 puis durant tout son mandat de Premier ministre. C'est par exemple en application de la loi d'orientation promulguée sous son ministère, que fut créée en 2006 au lycée Henri IV une hypokhâgne réservée à des élèves venant de milieux défavorisés, appelée CPES (classe préparatoire aux études supérieures), dont on a rapidement dû reconnaître le caractère illusoire. Un effet du mépris réel avec lequel on traite les adolescents de milieu modeste ou « de banlieue » tout en prétendant leur donner toutes leurs chances.

Les professeurs eux-mêmes, si mal traités depuis plusieurs décennies, ne sont pas mieux traités que les élèves par celui qui a désigné les fonctionnaires comme sa cible privilégiée.

Les professeurs soumis au régime sec

Comme les autres fonctionnaires, les professeurs n'auraient pas à se réjouir de l'arrivée au pouvoir de François Fillon. Sur leur formation, le projet du candidat est tout aussi flou que sur les programmes de leurs élèves. On sait seulement qu'ils seront *recrutés au niveau de la première année de master et formés à leur métier par la voie de l'apprentissage* (page 7). Rien sur le cadre, les modalités, les principes et les priorités selon lesquels cet apprentissage serait mené. Les professeurs agrégés seraient quant à eux *recrutés au niveau du master* (page 8), mais on ne sait s'il s'agit du master 1 ou 2, et quelles seraient les spécificités de leur formation. Ils *enseignent en lycée ou/et dans les deux premières années des universités* (rien de nouveau sinon que le collège leur est désormais obligatoirement fermé). Là non plus, pas un mot des classes préparatoires, dont pourtant les professeurs agrégés sont les piliers. Pour en savoir plus, il faut ici encore se référer au récent texte de Gérard Longuet : *S'il est légitime que le régime horaire des enseignants en classes préparatoires aux grandes écoles fasse l'objet d'aménagements, compte tenu du niveau d'exigence de ces classes, il apparaît en revanche injustifié que les enseignants agrégés en lycée voire en collège, qui dispensent strictement les mêmes enseignements que leurs collègues certifiés, soient soumis à des obligations réglementaires de service différentes* ».

En accord avec le programme de François Fillon (*il faudra augmenter progressivement le temps de présence des enseignants du second degré dans l'établissement* (page 8)), Gérard Longuet préconise d'une part l'augmentation du service horaire des professeurs de deux heures (ce qui aurait pour effet « bénéfique », selon une logique purement comptable, de faire disparaître une bonne partie des heures supplémentaires leur permettant de vivre un peu mieux), d'autre part la disparition des avantages horaires des agrégés, sans aucune compensation financière : le SGEN en a rêvé, la droite ultra libérale le réaliserait. La suite du texte rassurera-t-elle les collègues ?

Rien n'est moins sûr. *En contrepartie de ces propositions, peut-on lire dans le même article du Figaro, et afin de renforcer l'attractivité du métier d'enseignant, l'ami de M. Fillon envisage la revalorisation des grilles indiciaires en début et milieu de carrière. La rémunération annuelle nette moyenne des enseignants français du collège et du lycée dont l'âge est compris entre 25 ans et 34 ans est en effet inférieure de 2,42 % à 3,26% à la moyenne de l'OCDE. La revalorisation réelle du métier de professeur, indispensable pour enrayer la grave désaffection qui le touche, n'est pas à l'ordre du jour.*

Il est cependant question de *promotion accélérée* pour certains professeurs : ceux qui ont cinq ans de métier et qui sont aptes, soit à enseigner une seconde discipline, soit à enseigner une langue étrangère, soit ont enseigné pendant cinq ans **dans un établissement difficile** (pages 7-8). On voit selon quels critères sera attribuée cette promotion : tous sauf la compétence disciplinaire (le *mérite* n'étant évoqué qu'au détour d'une phrase, comme entrant pour *une part* dans le salaire des enseignants (page 7). Bien au contraire, la « bivalence » sera valorisée, aux dépens évidemment de la haute maîtrise d'une discipline, qu'on acquiert au prix d'une étude approfondie et permanente. Quant au critère des années d'exercice dans un « établissement difficile » (en gras dans le texte), il nous ramène à l'idéologie égalitariste qui rapproche François Fillon de Najat Vallaud-Belkacem : la prime est moins accordée aux professeurs qui certes ont vécu des années « difficiles » qu'à un système dont on sait qu'il n'est qu'un miroir aux alouettes. Aucun mot en revanche sur les mesures qui pourraient remettre en ordre de marche les « établissements difficiles ».

La dégradation du métier de professeur projetée par François Fillon ne s'arrête pas là. On en trouvera le stade ultime au sein d'une série de mesures qui elles-mêmes forment le cœur du projet « éducatif » de François Fillon, dans une parfaite cohérence avec le programme ultra-libéral de l'ancien Premier ministre. ●●●



François Fillon alors Premier ministre, et Luc Chatel ministre de l'Éducation nationale, visitent une école en 2010. Les enseignants se souviennent encore de son passage rue de Grenelle comme un mauvais souvenir à oublier.

**« L'École selon François Fillon
n'est autre qu'une petite entreprise privée,
soumise à l'autorité renforcée
du chef d'établissement et des parents d'élèves. »**

L'École à la carte

L'École selon François Fillon n'est autre qu'une petite entreprise privée, soumise à l'autorité renforcée du chef d'établissement et des parents d'élèves. C'est ainsi que les professeurs, après avoir passé leur concours de recrutement, sont recrutés sur entretien : **confier aux chefs d'établissement du second degré le choix de tous les personnels pour lesquels ils auront établi préalablement et publié un profil des postes** (page 7). Les chefs d'établissement se voient donc investis de compétences pédagogiques qui ne leur ont jamais été attribuées jusqu'à présent. Ce ne seront plus les vœux des enseignants, ni les propositions des Inspecteurs (ce qui est encore le cas pour les nominations en classes préparatoires), seules autorités en matière disciplinaire, qui seront pris en compte, mais un « profil » auquel le candidat-professeur devra correspondre. La privatisation envisagée pour notre métier est évidente.

La promotion des professeurs évoquée plus haut dépend elle-même des chefs d'établissement, et non plus des Inspecteurs : **Les directeurs d'école et les chefs d'établissement disposent de réels pouvoirs de décision dans l'établissement et la promotion des enseignants** (page 6).

« Le principe d'égalité entre tous les établissements du territoire national serait définitivement rompu, et les programmes nationaux ne constitueraient plus qu'une toile de fond. »

Or si le recrutement se fait désormais « sur profil », c'est que chaque établissement devient autonome et fonctionne selon ses propres orientations (et non pas seulement sur un projet d'établissement) : **Elaborer dans chaque établissement public d'enseignement un projet annuel d'action adapté aux besoins locaux (...) Globaliser tous les moyens (heures et crédits) dont dispose l'établissement afin de créer les conditions d'une véritable autonomie de gestion pédagogique** (page 7). Il s'agirait là d'une disposition particulièrement grave, d'un arrêt de mort pour l'École de la République. En effet, le principe d'égalité entre tous les établissements du territoire national serait ainsi définitivement rompu, et les programmes nationaux ne constitueraient plus qu'une toile de fond (voir sur ces points fondamentaux les articles 88 et 89 des *Cent Propositions* du Collectif Racine).

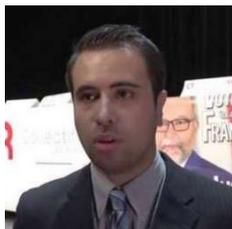
Il s'agit bien, comme le précise le programme de François Fillon, d'une *part d'expérimentation*, mais d'une expérimentation qui fait de l'élève d'un établissement le prisonnier d'un choix local, soumis aux « besoins locaux », d'un déterminisme en tout point opposé à l'idéal que s'est dès son origine fixé l'École de la République. Qu'en est-il dès lors des chances d'un élève au fort potentiel issu d'un milieu modeste et se trouvant dans un établissement dont le projet aura été « adapté aux besoins locaux » ? Avec M. Fillon, l'ascenseur social restera définitivement en panne.

A l'autorité du chef d'établissement se joint l'omniprésent droit de regard des parents : leurs représentants doivent être **informés du profil envisagé pour le recrutement des nouveaux professeurs. Avant de publier le profil des postes qu'il souhaite pour son établissement, le chef d'établissement recueille l'avis des délégués des parents.** (page 8). Les parents se voient donc investis à leur tour de nouvelles compétences pédagogiques, et deviennent en quelque sorte les actionnaires de la petite entreprise fillonesque. Qu'arrivera-t-il si le professeur qui a par chance trouvé grâce à leurs yeux en vient à ne plus satisfaire à leurs vœux ? Sera-t-il alors révoqué ? Il est d'ailleurs précisé que *les parents peuvent avoir un regard, des suggestions, des souhaits en tant que membres de la communauté éducative* (page 8).

« Dans ce programme ultra libéral, c'en est fini de l'Éducation Nationale. La porte s'ouvre à toutes les dérives, l'établissement se trouvant soumis aux autorités locales et à des intérêts qui ne sont plus ceux d'une instruction publique. »

Mais le dernier mot, selon cette même logique, revient encore à une autre instance : **la présidence du conseil d'administration est dissociée de la fonction de principal et de proviseur et confiée à une personnalité extérieure à l'établissement, de façon à renforcer l'ancrage des établissements dans leur territoire et dans la vie économique locale** (page 6). La boucle est bouclée : dans ce programme ultra libéral, c'en est fini de l'Éducation Nationale. La porte s'ouvre à toutes les dérives, l'établissement se trouvant soumis aux autorités locales et à des intérêts qui ne sont plus ceux d'une instruction publique permettant à chaque jeune citoyen, quelle que soit son origine et le lieu où il vit, de donner le meilleur de lui-même. Pour la réalisation de cet idéal-là, ce n'est évidemment pas du côté de François Fillon qu'il faudra se tourner... ●

Fillon : faux souverainiste, vrai européiste libéral



par **Aymeric Durox**

Professeur d'Histoire-géographie

Secrétaire départemental de Seine-et-Marne et coordonnateur IDF

« Il a vécu sa nomination, en 2004, comme une véritable punition, se souvient un de ses proches collaborateurs. »

Rue de Grenelle, Gilles de Robien succède à François Fillon, qui n'y est pas arrivé non plus la fleur à la boutonnière. « Il a vécu sa nomination, en 2004, comme une véritable punition, se souvient un de ses proches collaborateurs. Il venait de perdre les régionales dans les Pays de la Loire, où son département, la Sarthe, avait voté massivement à gauche et fait basculer la région. C'était son premier échec électoral en vingt-trois ans de carrière. Chirac l'a donc mis en pénitence, alors que, sortant des Affaires sociales, il voulait le portefeuille de la Défense ». [...]

Pendant son court passage (31 mars 2004- 31 mai 2005) [...], ses visiteurs remarquent que François Fillon les reçoit assis d'une fesse sur le siège de son bureau, comme s'il était en visite et pressé de quitter les lieux. Un langage corporel qui en dit long. Quatorze mois plus tard, en mai 2005, il sera tout de même remercié et sortira du gouvernement.

(Sophie Coignard, Le pacte immoral, comment ils sacrifient l'éducation de nos enfants, Paris, J'ai lu, 2011, p. 19-20)

A la lecture de cet extrait éloquent, l'on constate que bien qu'il prétende le contraire aujourd'hui, François Fillon, à l'instar de tous les libéraux de son espèce, n'a jamais eu la moindre considération pour l'école et in fine pour l'avenir de notre nation.

Durant son bref ministère, il eut tout de même le temps de mettre en place une importante réforme dénaturant l'esprit de l'école républicaine à travers la loi n° 2005-380 du 23 avril 2005, dite loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école, instaurant le fameux socle commun des connaissances et des compétences. Ce dernier contient ce que tout élève doit savoir et maîtriser à la fin de la scolarité obligatoire, c'est-à-dire l'ensemble des connaissances, compétences, valeurs et attitudes nécessaires pour réussir sa scolarité, sa vie d'individu et de futur citoyen. Un livret personnel de compétences (LPC), modifié en 2010 et en 2012, permet de suivre la progression de l'élève. Depuis la session 2011, la validation du socle commun est obligatoire pour obtenir le diplôme national du brevet. Si de tels objectifs apparaissent de prime abord légitimes, les soubassements qui y conduisent sont largement critiquables.

En premier lieu, à l'instar de toutes les politiques régaliennes censées demeurer dans le champ de compétence national, et indiqué comme tel dans tous les traités européens, cette réforme présentée en grande pompe n'est qu'une vulgaire retranscription des desiderata européens et supranationaux. Dès les années 1990, la Commission européenne, cet organe de technocrates non élus qui fait la pluie et le beau temps en Europe, décide, au vu de résultats jugés décevants en matière d'emploi dans l'espace européen, de miser sur « l'économie de la connaissance » en réduisant l'école à une simple fonction utilitariste destinée à pourvoir aux besoins du marché en lui fournissant les compétences dont il a besoin. Sous l'inspiration de puissants lobbys patronaux et des recommandations de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques), sont ainsi promus tout ce qui favorisera cet objectif, comme les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) dont le Plan numérique de l'éducation de mai 2015 n'est que le dernier avatar, « l'esprit d'entreprise », la « réactivité » et « l'adaptabilité » de l'école non pas à l'intérêt général mais à son environnement, y compris et surtout économique... Des partenariats avec des grandes entreprises pour influencer les contenus des programmes sont mis en place (récemment, on a vu la marque à la pomme proposer sur son site internet d'organiser des sorties scolaires dans l'une de ses boutiques, afin d'y réaliser des projets éducatifs...). C'est dans cette veine qu'est également entreprise en 2002 l'harmonisation des enseignements et des diplômes européens (Licence - Master – Doctorat) dans le but de constituer in fine un vaste marché européen unifié.

Cette stratégie globale est validée par le fameux Conseil européen de Lisbonne en mars 2000 qui fixe à l'économie européenne l'objectif d'ici à 2010 de « devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ». Dans ce but, le Conseil européen appelle à « une transformation radicale de l'économie européenne », et à « un programme ambitieux en vue de moderniser les systèmes de sécurité sociale et d'éducation », notamment les systèmes de retraite et les assurances du chômage jugés trop coûteux et peu incitatifs au travail. On reconnaît là l'exacte feuille de route que le valet Fillon exécutera avec zèle à la tête du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité de mai 2002 à mars 2004 puis en tant que ministre de l'Éducation Nationale. ●●●

« L'un des principaux objectifs de cette loi Fillon, sous couvert de grande refonte mâtinée de compensations symboliques censées plaire à l'électorat de droite est comme toujours la réduction des dépenses publiques, car l'école, aux yeux des libéraux, coûte toujours trop cher. »

« Le projet de loi rappelle que « en consacrant chaque année de l'ordre de 100 milliards d'€ à l'éducation, la France dépense pour la formation initiale 0,4% de PIB de plus que la moyenne des pays industrialisés » comme si le fait d'être dans la moyenne hausse des pays de l'OCDE était infamant pour la 5^{ème} puissance économique. »

Le rapport Thélot d'octobre 2004 et la loi Fillon avril 2005 ne feront qu'entériner ces volontés supranationales de « professionnaliser l'école », cyniquement résumées par la formule de la ministre italienne de l'enseignement de l'époque Lutzia Moratti, selon qui l'école de demain doit favoriser les trois I : « *Internet, Inglesse, Impresa* (entreprise) ». En réalité, l'un des principaux objectifs de cette loi Fillon, sous couvert de grande refonte mâtinée de compensations symboliques censées plaire à l'électorat de droite (punitions collectives, poids dans les conseils de classe, rétablissement théorique de l'« autorité » des enseignants et liberté pédagogique « encadrée » par les chefs d'établissement) est comme toujours la réduction des dépenses publiques, car l'école, aux yeux des libéraux, coûte toujours trop cher. Ainsi le projet de loi rappelle que « en consacrant chaque année de l'ordre de 100 milliards d'€ à l'éducation (dont plus de 60 milliards d'€ pour le seul budget de l'Éducation nationale, soit 23% du budget de l'État), la France dépense pour la formation initiale 0,4% de PIB de plus que la moyenne des pays industrialisés (6% contre 5,6%) ». Comme si le fait d'être dans la moyenne hausse des pays de l'OCDE était infamant pour la 5^{ème} puissance économique, oubliant par ailleurs les particularités de chaque pays et le fait que depuis 1993 la dépense d'éducation diminue relativement au PIB. En somme, comme souvent, de grandes annonces pour masquer une bien plus prosaïque réalité de réduction des coûts. Rien de neuf sous les cieux libéraux.

Quant aux effets concrets du socle commun des connaissances et des compétences sur l'École, il nous est permis d'en juger après dix ans de pratique (et même plus puisque la loi Jospin de 1989 dans son article 3 prévoyait ces mêmes exigences).

« Chevènement dira lors de son arrivée au ministère de l'Éducation Nationale en 1984 « j'ai tout de suite vu que la moitié des inspecteurs généraux étaient à pendre, et l'autre à fusiller ». »

Les pédagogistes et autres inspecteurs généraux (dont Chevènement dira lors de son arrivée au ministère de l'Éducation Nationale en 1984 « j'ai tout de suite vu que la moitié des inspecteurs généraux étaient à pendre,

et l'autre à fusiller ») se chargèrent, comme toujours, de détricoter la réforme, la rendant illisible, ajoutant aux premières compétences des « tâches mentales complexes » et autres « savoirs-faire métacognitifs » (faute d'origine du rapport, savoir-faire étant invariable...), notions évidemment essentielles quand selon les propres chiffres du ministère, 20% des 6^{èmes} ne maîtrisent pas la compétence 1 du socle, à savoir la lecture et l'écriture... De là a découlé une véritable usine à gaz qui a considérablement alourdi la charge de travail des enseignants, censés évaluer l'acquisition des dites compétences selon des grilles et des critères abscons, au détriment de la transmission des savoirs fondamentaux dont nos élèves ont plus que jamais besoin. Évaluation des compétences qui ne remplace pas (encore) les notes, mais les complexifie en voulant les rationaliser, alors que les enseignants ont toujours su expliquer à leurs élèves plus fragiles ce qu'ils devaient améliorer sans avoir besoin de grilles de technocrates.

« En attendant, le niveau n'en finit pas de sombrer. Le dernier classement PISA du 6 décembre 2016 place notre pays en 26^e position en sciences pour les élèves de 15 ans. »

En attendant, le niveau n'en finit pas de sombrer. Le dernier classement PISA du 6 décembre 2016 place notre pays en 26^e position en sciences pour les élèves de 15 ans, à peine au dessus de la moyenne de l'OCDE, pour la 5^{ème} puissance économique. Selon l'enquête internationale TIMSS c'est encore pire : en fin de CM1, les jeunes français ont un niveau nettement inférieur à la moyenne des 49 pays participant à l'enquête évaluant les compétences en maths et en sciences. En Europe la France se retrouve tout à fait en bas du tableau, 22^{ème} sur 22.

« Que Fillon prétende faire mieux demain alors qu'il n'a rien fait hier si ce n'est appliquer les directives européennes est une mauvaise plaisanterie. »

Un bilan calamiteux dont François Fillon, ministre un an de l'Éducation Nationale et Premier Ministre cinq longues années, ne peut s'exonérer. Qu'il prétende faire mieux demain alors qu'il n'a rien fait hier si ce n'est appliquer les directives européennes est une mauvaise plaisanterie. Gageons néanmoins que l'ancien ministre pressé de partir n'aura cette fois pas le temps d'arriver et de poser une seule fesse sur le fauteuil de l'Élysée. ●

Monsieur Fillon, il faut **choisir** : Transmission de **notre culture** ou dialogue **interculturel** ?



par **Valérie Laupies**
Vice-présidente du Collectif Racine
Professeuse et directrice d'école
Conseillère régionale PACA

*« Dans la plupart de nos écoles en **zone d'éducation prioritaire** aujourd'hui, **des cours d'arabe** sont dispensés dans les établissements scolaires même. »*

M. Fillon est tiraillé entre les directives de l'Union européenne en matière d'éducation dont les six priorités tendent à former un citoyen « mobile », employable tout au long de sa vie d'une part, et les attentes des Français aspirant à la souveraineté de leur pays et au redressement de l'Ecole d'autre part.

C'est sans doute cette soumission aux directives européennes qui l'empêche de remettre en cause le dispositif Enseignement langues et cultures d'origine (ELCO). Ces cours vont pourtant à l'encontre de la fonction assimilatrice de tous les enfants à la nation. En effet, dans la plupart de nos écoles en zone d'éducation prioritaire aujourd'hui, des cours d'arabe sont dispensés dans les établissements scolaires même.

Lorsque M. Fillon était premier ministre d'ailleurs, les directeurs d'école devaient informer les parents d'élèves sur cet enseignement via une lettre rédigée en arabe, ce qui n'est plus le cas actuellement. Sous le mandat de Nicolas Sarkozy, l'encouragement au communautarisme à l'école s'est donc avéré plus important.

Il faut savoir d'autre part qu'après les attentats en Europe, les Etats membres de l'Union européenne ont rédigé « la déclaration de Paris » qui consiste à promouvoir « l'éducation à la citoyenneté par un dialogue interculturel à travers toutes les formes d'apprentissage... garantir à tous les jeunes une éducation inclusive qui combatte le racisme ainsi que tout type de discrimination, promeuve la citoyenneté et leur apprenne à comprendre et à accepter les différences d'opinions, de convictions, de croyances et de modes de vie, tout en respectant l'état de droit, la diversité et l'égalité des genres ».

Ce cadre européen que M. Fillon souhaite respecter est bien loin de ce qu'il prétend vouloir mettre en œuvre. Il parle de « l'éducation comme creuset de la Nation et comme lieu d'intégration par la transmission de notre culture » et il adhère aux principes de « la déclaration de Paris » ; quelle contradiction !

Alors, ne nous laissons pas duper par les paroles séduisantes de ce candidat à la présidentielle. Son programme sur l'éducation n'est pas crédible car il n'offre pas de propositions de loi précises. Le Collectif Racine, lui, a annoncé clairement à la 28^{ème} proposition /100 que Marine supprimerait le dispositif ELCO et que l'Education nationale ne ferait plus appel à des enseignants étrangers chargés d'enseigner les « langues d'origine ». ●

Non, M. Fillon, l'école n'est pas une entreprise !



par **Marc Chapuis**

Professeur en CPGE scientifiques

« On peut **s'interroger** sur la **compétence réelle** du rédacteur, par exemple lorsqu'on y lit que « le programme de terminale [doit être organisé] autour de travaux dirigés et de langues » ; cela nécessiterait que les lycées disposent de **suffisamment d'amphis** de taille adéquate, ce qui est **loin d'être le cas.** »

À première lecture, le projet de M. Fillon pour l'éducation, fort habilement présenté, pourrait apparaître comme un programme ambitieux pour l'école élaboré par des personnes compétentes, d'autant que plusieurs propositions formulées par le Collectif Racine y ont été reprises.

En regardant de plus près, on peut s'interroger sur la compétence réelle du rédacteur, par exemple lorsqu'on y lit que « le programme de terminale [doit être organisé] autour de travaux dirigés et de langues, les cours magistraux regroupant plusieurs classes ». En effet, cela nécessiterait que les lycées disposent de suffisamment d'amphis de taille adéquate, ce qui est loin d'être le cas. Par ailleurs, cela paraît tout à fait contradictoire avec la liberté pédagogique des enseignants dont M. Fillon se flatte d'être le promoteur, puisqu'un tel enseignement calqué sur celui des universités (où le cours est souvent assuré par un professeur ou un maître de conférences, tandis que les TD sont assurés par des personnels au statut précaire) impliquerait une inégalité de statut entre collègues, les enseignants chargés de TD devant nécessairement suivre les directives de celui qui assure le cours. Bonjour l'ambiance dans les salles de professeurs !

Mais l'essentiel réside dans le projet d'autonomie accrue des écoles, collèges et lycées, intitulé : « libérer les initiatives en redéfinissant l'organisation du système éducatif », qui rappelle dans sa philosophie la loi LRU pour les universités, ou « Loi Pécresse », promulguée en 2007 lorsque M. Fillon était premier ministre. On y retrouve les axes principaux de la loi LRU : réforme de la « gouvernance », recrutement local et autonomie de gestion.

Pourtant, les problèmes de « gouvernance » du supérieur, du primaire ou du secondaire ne sont pas les mêmes.

Pour l'enseignement supérieur, la loi LRU répondait à un véritable besoin de faciliter la « gouvernance » des présidents d'université, mais la lecture de l'ensemble du rapport publié en 2013 par la commission sénatoriale de contrôle donne plutôt l'impression d'une énorme « usine à gaz » que l'Etat peine à maîtriser.

Le bilan est très mitigé, la commission relevant une « inflation de l'offre de formation » et une précarisation accrue : « le nombre de contractuels, y compris chez les enseignants, a explosé ». Enfin, de nombreuses universités sont confrontées à des situations financières très difficiles, que la loi LRU a contribué à aggraver. Nous demandons l'abrogation des dispositions en matière d'autonomie budgétaire et de gestion des personnels (article 18 de la loi LRU): proposition n° 97 de nos 100 propositions pour l'Ecole et l'Université.

Pour les écoles primaires, dont l'autonomie est insuffisante et où il manque un véritable directeur d'école, nous avons proposé (propositions n°80 à 86 de nos 100 propositions pour l'Ecole et l'Université) de renforcer l'autonomie, qui deviendrait comparable à celle des collèges et des lycées. Le projet Fillon nous rejoint dans ce sens, mais nous émettons de fortes réserves sur le contenu de cette autonomie, réserves que nous allons maintenant développer dans le cas des collèges et des lycées d'enseignement général.

En effet, les propositions de M. Fillon en matière d'autonomie des collèges et des lycées d'enseignement général me semblent très révélatrices de ses intentions réelles. Remarquons d'abord que la « gouvernance » des lycées et collèges ne pose pas de problème particulier actuellement, contrairement à celle des universités qui est beaucoup plus complexe. Le principal ou le proviseur sont dotés de pouvoirs suffisants. Ils peuvent faire appel aux inspecteurs pour l'évaluation de leurs enseignants, la gestion des emplois est assurée via la Dotation Horaire Globale négociée annuellement avec le rectorat, et ils sont assistés par un agent comptable dont le principal interlocuteur est soit la région (lycée), soit le département (collège). Alors pourquoi bouleverser ce qui fonctionne plutôt bien ? Le terme même de « gouvernance », forme francisée de la « corporate governance » anglo-saxonne est assez typique de l'idéologie pseudo-managériale : il s'agit d'aligner le fonctionnement des lycées et collèges sur l'Entreprise.

Pour la droite très libérale qu'incarne M. Fillon, c'est un modèle indépassable, bien que Fillon n'ait lui-même aucune expérience significative de l'entreprise privée. ●●●

*« La globalisation des moyens (heures et crédits) alloués à l'établissement ouvrira la porte à **toutes les dérives**, comme on l'a constaté dans les universités avec **l'explosion** du nombre de contractuels. »*

« Ne laissons pas M. Fillon, apprenti sorcier sans expérience réelle de l'Entreprise dont il prétend nous imposer le modèle, détruire ce qui fonctionne encore à peu près correctement dans nos lycées et collèges. »

Qu'apportera la publication systématique de postes sur profil pour tous les personnels et leur recrutement par le chef d'établissement, dans des lycées et collèges, alors que la grande majorité des postes ne sont pas spécifiques, et que des procédures adéquates existent déjà pour les postes à profils particuliers?

En quoi attribuer la présidence du conseil d'administration à une "personnalité extérieure" et la vice-présidence à un représentant des parents « élu au suffrage universel direct » facilitera-t-il la « gouvernance » ?

Surtout, la globalisation des moyens (heures et crédits) alloués à l'établissement ouvrira la porte à toutes les dérives, comme on l'a constaté dans les universités avec l'explosion du nombre de contractuels.

La faculté laissée à la « communauté éducative » de pratiquer des « expérimentations », « d'adapter les grilles horaires », de promouvoir des « travaux interdisciplinaires » n'est que l'habillage pédagogique de la flexibilité requise par les mesures d'austérité que les établissements seront obligés de prendre sous la pression budgétaire.

Nous nous opposons fermement à tous ces concepts (propositions n°23, 55, 88 et 89 de nos 100 propositions pour l'Ecole et l'Université).

L'Ecole n'est pas une entreprise. Ne laissons pas M. Fillon, apprenti sorcier sans expérience réelle de l'Entreprise dont il prétend nous imposer le modèle, détruire ce qui fonctionne encore à peu près correctement dans nos lycées et collèges. Les vrais problèmes de l'Ecole sont ailleurs.

Depuis plus de 40 ans, notre système d'enseignement se délite, livré aux obsessions égalitaristes de pédagogues sûrs d'eux-mêmes. Cela n'a fait qu'aboutir à plus d'inégalités.

L'abolition du collège unique (notre proposition n°15) que ne propose pas Fillon constitue le noeud du problème, car l'orientation par défaut en troisième mine tout le système d'enseignement situé en aval, notamment le lycée professionnel.

Les jeunes ne doivent s'engager dans une voie: générale, professionnelle ou apprentissage qu'à l'issue d'un choix mûrement réfléchi, quitte à allonger pour certains le temps passé au collège avec un accompagnement spécifique (notre proposition n°16). Cette dépense supplémentaire pour l'Etat serait amplement justifiée face aux dégâts immenses que produit le système actuel.

Enfin, instaurons après le collège cette diversité des voies d'excellence qui permettra à chaque élève de s'épanouir et de s'insérer dans la société, y compris par l'enseignement professionnel ou par l'apprentissage.

« L'Ecole a besoin d'apaisement afin d'affronter le véritable enjeu qui est de s'adapter - par la diversité des voies de formation - aux besoins des élèves, des apprentis et des étudiants qui feront la France de demain. »

Bientôt, Marine Le Pen présentera aux Français son programme inspiré de nos propositions. Espérons que, par contraste, les remèdes proposés par Fillon apparaîtront pour ce qu'ils sont : une potion libérale qui ne ferait que précipiter le naufrage actuel de l'Ecole et de l'Université.

Tout au contraire, l'Ecole a besoin d'apaisement afin d'affronter le véritable enjeu qui est de s'adapter - par la diversité des voies de formation - aux besoins des élèves, des apprentis et des étudiants qui feront la France de demain.

Oui, vivement 2017 ! ●

Depuis des dizaines d'années, toutes les études, internationales ou nationales, établissent un constat alarmant sur l'état de l'école en France...



par **Daniel Philippot**

Conseiller régional de Nord-Pas-de-Calais-Picardie
Membre du comité programmatique du CR

Depuis des dizaines d'années, toutes les études, internationales ou nationales, établissent un constat alarmant sur l'état de l'école en France. Les résultats de nos élèves continuent, enquête après enquête, de se dégrader. Gauche et Droite ne cessent de se rejeter la responsabilité de cet échec. François Fillon a été ministre de l'Education nationale du 31 mars 2004 au 31 mai 2005. Puis Premier ministre de 2007 à 2012. Il porte donc une double responsabilité dans les résultats désastreux des écoliers français.

Dans son programme, **François Fillon fustige les réformes faites par ses successeurs**. Des réformes « qui n'ont pas abouti aux effets escomptés », dit-il. « Ces réformes se sont souvent construites sans que les enseignants, les élèves et les parents d'élèves n'en comprennent la cohérence ni l'objectif recherché. »

Ce reproche, François Fillon peut et doit d'abord l'adresser au Premier ministre qu'il fut de 2007 à 2012. Tout juste nommé Premier Ministre, le 10 juillet 2007 François Fillon lance le chantier de la « **révision générale des politiques publiques** » (RGPP). En clair, il s'agit de « **rationaliser les dépenses publiques** » pour réduire les déficits afin de satisfaire les exigences de Bruxelles. Le moyen le plus efficace, d'ailleurs énoncé par le candidat Sarkozy durant la campagne présidentielle, est de réduire le nombre de fonctionnaires d'Etat. Les consignes données par l'Elysée sont claires : ne pas remplacer un fonctionnaire partant à la retraite sur deux !

L'année 2008 aura été marquée, dans le domaine de l'Education nationale, par une rafale d'annonces et de réformes qui ont souvent pris de court les enseignants, bien sûr, mais aussi les organisations syndicales. Cours du samedi supprimés, nouveaux programmes, aide personnalisée... Des dizaines de milliers de postes de titulaires, de remplaçants, d'enseignants spécialisés des RASED, d'assistants de langues vivantes, de conseillers pédagogiques et de maîtres formateurs vont être supprimés, tandis que des fermetures ou des non-ouvertures de classes vont entraîner une hausse du nombre d'élèves dans les classes.

Alors qu'il estime que les écoliers doivent consacrer plus de temps aux apprentissages fondamentaux, François Fillon a supprimé deux heures hebdomadaires de cours lors de son mandat. Comment peut-on alors expliquer cette décision totalement incohérente qui va à l'encontre des besoins des élèves ?

Le mieux placé pour répondre à cette question est sans aucun doute **Luc Ferry** qui fut ministre de l'Education nationale sous la présidence de Jacques Chirac. Pour lui, « **si on se place du point de vue des performances des élèves, ce n'est pas forcément une chose formidable** ».

Il est d'ailleurs intéressant de réécouter les déclarations de Luc Ferry, à l'antenne d'Europe1 le 3 septembre 2008.

Question : En supprimant le samedi, on fait des économies ?

Luc Ferry : Bien sûr

Question : Comment ?

Luc Ferry : Ah ! D'ailleurs c'est drôle, il faut vraiment être technicien pour le savoir...

Question : Est-ce qu'on peut l'expliquer simplement pour nos auditeurs ?

Luc Ferry : Oui, on peut l'exprimer simplement. Les suppressions d'heures pour les élèves en difficulté - les deux heures de soutien - ça permet de supprimer ce qu'on appelle les RASED (réseau d'aide et de soutien aux élèves en difficultés). Dans les départements ça fait économiser 8000 postes -, et donc - il faut quand même le savoir - c'est un point très important, c'est un enjeu de cette réduction. Outre le fait qu'évidemment, ça fait plaisir aux parents, ça fait plaisir aux élèves, ça fait plaisir aux professeurs. Vous avez là, un avantage politique, une réduction des coûts budgétaires.

Question : A vous entendre, la refonte des programmes est purement idéologique ?

Luc Ferry : Evidemment, ça donne le sentiment qu'on fait quelque chose, qu'on fait table rase et vous faites plaisir à votre électorat quand vous dites "Ah, on va remettre la grammaire, alors tout le monde est content".

Question : C'est avec ce programme que Xavier Darcos affirme qu'il aura réduit de moitié l'échec scolaire dans trois ans

Luc Ferry : Ecoutez, je prends les paris, vous voulez bien me réinviter dans trois ans ? Non seulement il ne sera pas réduit, mais **je vous garantis qu'on aura 10% de plus d'élèves en difficulté dans trois ans**, parce que ça n'a rien à voir avec les programmes de toutes façons. C'est une question de pratique dans les classes. C'est ce qui se passe dans la classe qui est important [...] Et ce n'est pas en supprimant des heures que ça va s'arranger. Qu'on soit obligé de le faire pour des raisons budgétaires je veux bien, mais ce n'est pas comme ça que ça ira mieux, ce n'est pas vrai. On ne peut pas soutenir raisonnablement qu'en supprimant des heures, les élèves apprennent plus. ●●●

Cette réforme du gouvernement Fillon a été conduite avec un cynisme rarement égalé. Il est facile, comme le fait Luc Ferry, d'établir le lien entre la réduction de deux heures hebdomadaires de cours et la suppression de postes de RASED. En effet, si les élèves ont vu leur emploi du temps scolaire passer de 26 à 24 heures hebdomadaires, cette réduction horaire ne concernait pas les enseignants.

Le plan machiavélique du gouvernement avait tout prévu. Les professeurs des écoles pourraient dorénavant prendre en charge les élèves en difficulté et ainsi remplacer les maîtres spécialisés du RASED dans l'aide personnalisée apportée à ces enfants. Les enseignants spécialisés devenaient inutiles. C'est ainsi qu'un tiers des postes RASED furent supprimés sous le quinquennat Sarkozy-Fillon. L'hémorragie fut stoppée par la défaite de Nicolas Sarkozy en 2012.

« Les spécialistes des rythmes scolaires qui ont mesuré l'inévitable baisse d'attention du début d'après-midi plaident plutôt pour un allongement de la matinée. »

Les conséquences furent également dramatiques sur le plan des résultats de cette réforme. Les parents découvriront, en même temps que leurs enfants, les dispositifs choisis par les écoles pour mettre en place les deux heures hebdomadaires de soutien destinées aux élèves en difficulté. Quand les placer dans la semaine ? Après l'école ? Pendant la pause-déjeuner ? Le mercredi matin ?

Les spécialistes des rythmes scolaires qui ont mesuré l'inévitable baisse d'attention du début d'après-midi plaident plutôt pour un allongement de la matinée. *"Du point de vue des rythmes de l'enfant, c'est la moins mauvaise solution"*, estime François Testu, auteur de *Rythmes de vie et rythmes scolaires*.

Toutes les solutions envisagées présentaient des inconvénients. Le premier problème rencontré fut de convaincre les familles de laisser leur enfant en difficulté au-delà des heures habituelles de classe. Il n'est pas toujours simple pour les familles de devoir faire des conduites différentes lorsque les horaires de sortie ne sont plus identiques pour la fratrie.

Il n'est pas facile non plus de réorganiser les services de restauration pour admettre certains enfants à des horaires décalés.

Mais l'inconvénient majeur est celui de la concentration de l'enfant. Les élèves en difficulté sont souvent ceux qui ont la plus grande difficulté à se concentrer sur le temps scolaire. Or cette réforme les contraint à allonger la durée de travail. **L'efficacité du dispositif s'en trouve fortement réduite quand elle ne s'avère pas contreproductive.**

Pour le gouvernement Fillon, le seul résultat qui vaille est budgétaire. Le reste n'est que poudre aux yeux.

D'ailleurs, selon le **Canard Enchaîné** du 22 octobre 2008, Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Fillon, aurait confié à ses collaborateurs :

« La plupart des mesures que je prends servent surtout d'habillage aux suppressions de postes. » •



Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche entre 2007 et 2009, au sein du gouvernement Fillon.

Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Fillon, aurait confié à ses collaborateurs :

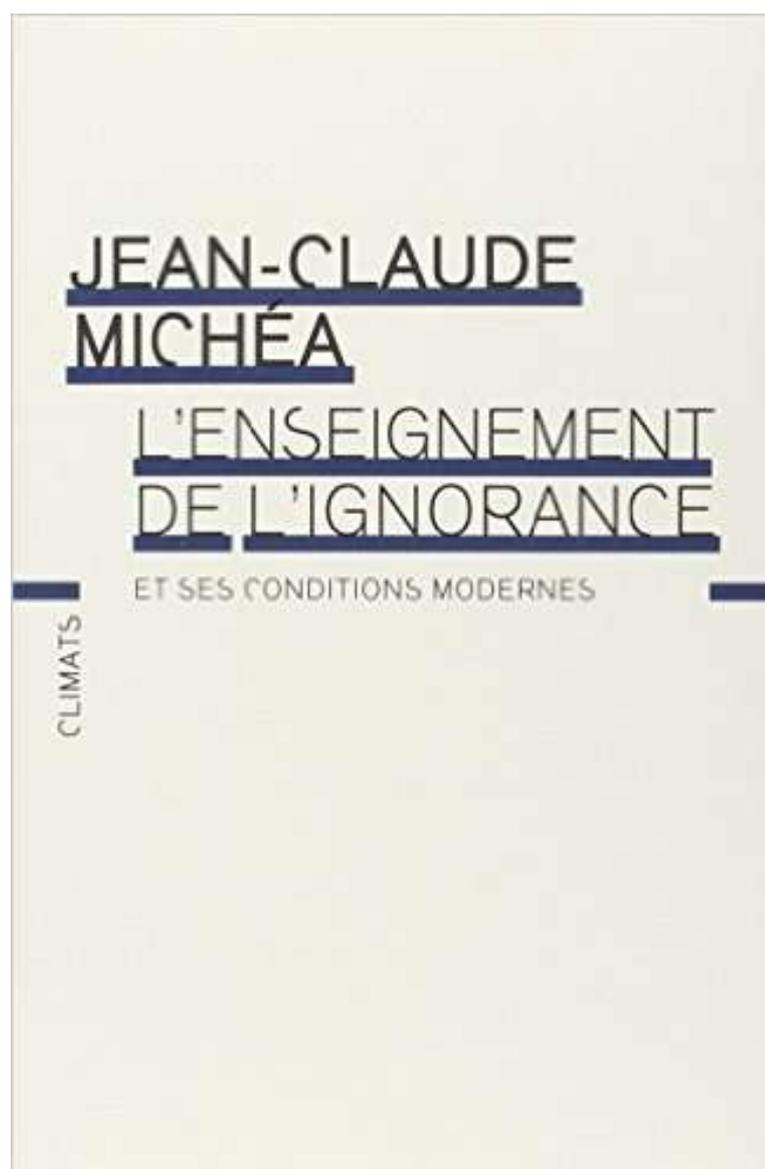
« La plupart des mesures que je prends servent surtout d'habillage aux suppressions de postes. »

Fiche de lecture

Un ouvrage de Jean-Claude Michéa : « L'Enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes »

Par **Daniel Barbero**

Membre du Collectif Racine de Seine-et-Marne



« Le bon sens est la chose du monde la mieux partagée : car chacun pense en être si bien pourvu, que ceux même qui sont les plus difficiles à contenter en toute autre chose n'ont point coutume d'en désirer plus qu'ils en ont. En quoi il n'est pas vraisemblable que tous se trompent ; mais plutôt cela témoigne que la puissance de bien juger et distinguer le vrai d'avec le faux, qui est proprement ce qu'on nomme le bon sens, est naturellement égale en tous les hommes... »

Descartes

A. REMARQUES LIMINAIRES

Avant de publier ce compte-rendu de lecture, j'ai attendu la convention du 22 septembre. Les propos tenus furent de grande qualité, et les perspectives dégagées pour redresser l'école et l'université m'ont semblé réalistes et opportunes. Je me suis réjoui de trouver là une grande somme d'observations liées par un efficace travail de synthèse.

Evidemment tout ce capital de pensée devait tenir dans les limites temporelles qu'imposait l'exercice, et certains sujets n'ont malheureusement pu bénéficier du développement qu'ils méritaient.

J'ai notamment regretté, au niveau des critiques du système éducatif actuel, le peu de place réservée à une question fondamentale : la dénonciation de l'idéologie délétère, distillée par l'hyperclasse mondialiste, et servie à la petite cuillère aussi bien par la gauche-caviar que par la droite financiarisée.

Comment ignorer, ou méconnaître, que l'école tient une part éminente dans la propagation de cette idéologie ?... En effet, les médias et la publicité, souvent incriminés par les esprits libres, ne sont qu'optionnels (on peut théoriquement s'abstenir d'allumer son téléviseur ou de lire les journaux mainstream) alors que l'école est obligatoire.

« Que l'école se mette en tête de propager une quelconque idéologie, et elle se transformera en instrument de contrainte, en vecteur de soumission au despotisme. »

L'obligation scolaire est une épée à double tranchant : si elle se limite à transmettre la culture, elle va contrecarrer la paresse intellectuelle, et stimuler l'épanouissement des consciences ... mais qu'elle se mette en tête de propager une quelconque idéologie, et elle se transformera en instrument de contrainte, en vecteur de soumission au despotisme.

Or, comment nier l'omniprésence de l'idéologie mondialiste, souvent qualifiée de « pensée unique », entre les murs de nos établissements, tant dans le contenu des programmes, que dans nos prescriptions de service ? Comment nier les manoeuvres d'une police de la pensée, diligentée par nos ministres (affublés de leurs conseillers : les très sectaires apprentis-sorciers de la pédagogie), et appliquée par nos bureaucrates et nos syndicalistes ?...

« Les consciences de nos élèves se trouvent, plus que jamais, mitraillées, imprégnées, et intoxiquées par une attaque informationnelle permanente, que les neurosciences ont « softpowerisée » pour dulcifier le poison. »

De fait les modalités et la substance, l'enseignement et la chose enseignée me semblent des binômes indissociables, qui se doivent d'être traités paritamment, surtout au moment même où les consciences de nos élèves se trouvent, plus que jamais, mitraillées, imprégnées, et intoxiquées par une attaque informationnelle permanente, que les neurosciences ont « softpowerisée » pour dulcifier le poison.

« C'est donc sans douleur, mais non sans dommage, que cette idéologie se montre capable de filouter l'esprit critique de la plupart de nos élèves, en floutant les contradictions entre la démocratie et le lobbying »

C'est donc sans douleur, mais non sans dommage, que cette idéologie se montre capable de filouter l'esprit critique de la plupart de nos élèves, en floutant les contradictions entre la démocratie et le *lobbying* ; le vivre-ensemble et le terrorisme ; le métissage et la diversité ; l'art moderne et la beauté ; la diabolisation de l'inégalité et la divinisation de l'argent ; le féminisme et les viols collectifs ; la laïcité et le *halla* ; la condamnation écologiste du maïs génétiquement modifié, et l'approbation non moins écologiste de l'humain génétiquement modifié (tant dans le transgenre que dans le transhumanisme) ; l'horreur de toute discrimination et la discrimination positive ; la criminalisation de l'identité nationale et l'indulgence pour l'identité communautaire ; la condamnation du racisme et la négation des races ; la condamnation du commerce triangulaire et la négation de l'esclavagisme barbaresque ; la condamnation de l'invasion coloniale et l'approbation de l'invasion migratoire ; l'hypermédiatisation d'un enfant migrant mort sur une plage et l'interdiction de publier les photos de tous les enfants niçois morts écrasés par le camion « nique la France » et tant d'autres loufoqueries cafouilleuses et vides de sens.

« Dressés à désirer tout et son contraire au gré des exigences du marché, et programmés pour ovationner le triomphe de la marchandise, et pour constituer la clientèle captive des entreprises et des lobbies mondialistes. »

Hélas, trois fois hélas... Au cas où une majorité d'enseignants assumerait sans états d'âme la diffusion de ces astigmatismes tendancieux, l'« Education nationale » se réduirait à une expression quasiment vidée de sa substance, servant de faux-nez à une « Barbarisation Transnationale », destinée à empêcher cette « puissance de bien juger et distinguer le vrai d'avec le faux », (qui est définition cartésienne du bon sens), de se réaliser en acte, en développant des raisonnements corrects qui contrarieraient le politiquement correct.

« Il devient urgent de dénoncer ce viol permanent des consciences, et d'en appeler à une correction immédiate de trajectoire, avant que ne sortent de l'école des générations de nihilistes »

Ce que constatant, il devient urgent de dénoncer ce viol permanent des consciences, et d'en appeler à une correction immédiate de trajectoire, avant que ne sortent de l'école des générations de nihilistes : consommateurs, bobotomisés, déréalisés, civiquement immatures, revendiquant leurs droits, niant leurs devoirs, *cool*, *hype*, *fashion*, rebelles, nomades, festifs et multicolores, gourmands d'événementiel, dressés à désirer tout et son contraire au gré des exigences du marché, et programmés pour ovationner le triomphe de la marchandise, et pour constituer la clientèle captive des entreprises et des *lobbies* mondialistes. ●●●

B. JEAN CLAUDE MICHEA

Je ne suis pas en train de digresser, car cette idéologie, dont Philippe Muray nous avait magistralement fourni la *description* dès son apparition, à la chute du mur de Berlin notre collègue Jean Claude Michéa nous en propose, au fil de son oeuvre, une excellente *généalogie*.

« Jean-Claude Michéa, agrégé de philosophie, professeur de lycée, et entraîneur de *foot*, est issu du peuple des travailleurs auquel nous appartenons, nous enseignants »

1. L'homme

Jean-Claude Michéa (1950-), agrégé de philosophie, professeur de lycée, et entraîneur de *foot*, est issu du peuple des travailleurs (auquel nous appartenons, nous enseignants, qui rentrons épuisés de nos journées de labeur, pour un salaire sans commune mesure avec ce que perçoivent les prédateurs qui s'enrichissent en appauvrissant autrui).

Du peuple qui a subi de plein fouet la brutalité de la révolution industrielle, l'égoïsme entêté d'un certain patronat avant de subir l'endoctrinement marxiste, qui, lui ayant promis une liberté théorique, lui a imposé en pratique la langue de bois (pour sa fraction soumise), et le *goulag* (pour sa fraction insoumise) et avant de subir, à terme, la mutation idéologique de la gauche et de l'extrême gauche post-marxistes, lesquelles, dès la fin de la guerre froide, ont trahi le monde du travail, pour épouser les intérêts de la finance mondialiste, en liquidant la question sociale au profit des questions sociétales.

2. La méthode

La formation marxiste de JCM lui a fourni des concepts, notamment ceux d'*idéologie dominante*, de *fétichisme de la marchandise*, de *fausse conscience*, et d'*aliénation* qui lui ont permis d'analyser cette trahison de l'intérieur, pour s'en distancier *in fine*, non sans bénéficier de l'éclairage fourni par Christopher Lasch et d'autres sociologues américains dissidents de l'américanisme.

Sa méthode d'exposition s'inspire de Spinoza : théorèmes et scolies, mais en assouplissant la sécheresse géométrique du vieux maître par un souci factuel, un fréquent recours à l'exemple, et un vocabulaire accessible, simple et naturel. Les « variations » michéennes se lisent et se retiennent aisément, et le « thème » sur lequel elles brodent est clairement défini.

3. L'oeuvre

Jean Claude Michéa a publié, entre autres :
L'enseignement de l'ignorance, 1999
Impasse Adam Smith, 2002
L'empire du moindre mal, 2007
La double pensée, 2008
Le complexe d'Orphée, 2011

4. Les linéaments philosophiques et sociologiques de la pensée michéenne : généalogie de l'idéologie mondialiste

Pour bien comprendre les idées que Michéa développe sur l'Education Nationale dans son livre *L'enseignement de l'ignorance*, il faut d'abord les mettre en perspective sur l'horizon général de sa pensée.

Le corps de doctrine de Jean-Claude Michéa repose sur une analyse de l'histoire des idées : pour lui, la *modernité* (qui a fini par produire l'idéologie mondialiste que nous endurons) commence avec l'invention, par Galilée, de la *scienza nuova* (science expérimentale de la nature).

Nous nous trouvons à la charnière du XVIème et du XVIIème siècle, moment crucial où, tandis que les guerres de religion dévastent l'Europe au nom du transcendant, la transcendance métaphysique va être absorbée par l'immanence de la physique. Moment où, dégoûtés par les massacreurs qui se sont prévalus du Créateur, nombre d'intellectuels influents ont choisi de considérer l'univers comme une génération spontanée de créatures sans créateur, un mécanisme autoproduit et fonctionnant en circuit fermé.

Si l'on suit cette hypothèse, l'immanent ne coulant plus de la source du transcendant, et ne pouvant plus se ressourcer rationnellement au transcendant, la condition humaine, élément de la condition universelle, se réduira à la condition de machine, tant dans sa mécanique corporelle, que dans sa mécanique rationnelle.

L'humain pourra donc être l'objet d'une « physique sociale », (ancêtre des neurosciences) principalement destinée à le comprendre.

Secondairement, tout ou partie des « physiciens sociaux » ne seraient-ils pas tentés, en l'absence du créateur, de prendre en main l'humain, et de le transformer d'abord pour soulager ses maux puis, insidieusement, pour suivre le fil de ses désirs jusqu'à leur assouvissement suprême : le **bonheur** ?

La propriété de l'esprit humain permettant de comprendre les lois naturelles s'appelle la raison. Pour concevoir et produire la « physique sociale », il fallait rénover, reconfigurer, et redéfinir la raison, en désaffiliant le *logos* humain du *logos* cosmique, procédant du créateur, et en réduisant celle-ci à la faculté productrice des artifices : la technique.

* La raison des « anciens » était perçue sous le mode de l'affiliation, comme un souffle, dérivé de l'extériorité du divin, pénétrant par l'ouverture que l'humain avait eu souci (et humilité) de ménager dans son propre circuit, pour fournir à celui-ci :

- un éclairage sur le donné (constitué par l'homme et le monde), permettant une saisie des essences et une définition des idées ;
- un langage *constatif* pour exprimer ce donné ;
- une juste-mesure pour respecter, à la manière « écologique » (et non écologiste), ledit donné ;
- et une traduction éthique de cette juste-mesure sous forme de la visée du Bien, et de la pratique des vertus. ●●●

* La raison des « modernes », se définissant sur le mode de l'autosuffisance, deviendra un simple *calcul individualiste d'intérêts bien compris*, fonctionnant en circuit fermé :

- le donneur divin étant démodé, il n'y aura plus de donné, mais uniquement du construit déconstructible (à la manière raffinée de Derrida, ou à la manière vulgarisée du lecteur moyen de *Libération*), l'entendement humain ne sera plus éclairé mais éclairant (siècle des lumières), les essences et les idées devenant objectivement insaisissables, les limites qui les définissent deviendront floues et poreuses, permettant une multiplicité de démarches « transversales » ;

- le langage qui interprète ce construit déconstructible sera désormais *performatif* (il se prétendra lui-même porteur de sens, et non plus simple transmetteur d'un sens préexistant) ;

- l'homme moderne, subjectivement autopromu « mesure de toutes choses », provoquera un *arrondissement* du donné, autorisant toutes les démesures ;

- la visée du Bien et la pratique des vertus seront remplacées par un *management* de l'individu sur la construction déconstructible de l'humain et du monde.

En suite de quoi, tandis que rois, clercs, et peuples continuaient à penser à l'ancienne manière, une grande partie des scientifiques et des littéraires se sont mis à travailler, consciemment ou inconsciemment, à supplanter la nature par l'artifice en préparant l'avènement de l' « homme nouveau » : l'homme artificiel satisfait, produit par l'homme naturel insatisfait. Cela porte un nom : le progrès. Cela mérite une qualification : l'idéologie.

Il est vrai que, jusques et y compris les guerres de religion, les tribulations historiques ne donnaient guère satisfaction... Il eût été trop beau que le Bien se mêlât de gouverner. Il se contentait de trôner, Idée pure, dans un au-delà métaphysique que l'homme pouvait à la rigueur viser dans une démarche analogique. Les irrégularités et les incertitudes de ce mode cognitif ne pouvaient donner lieu, dans l'ici-bas, qu'à des interprétations, dont la diversité fournissait autant de bonnes raisons aux preux pour servir de justes causes que de mauvais prétextes aux félons pour instrumentaliser des hordes d'abrutis, afin d'assouvir leur cupidité, leurs rancœurs, leurs idées fixes, leur prurit de pouvoir, le tout dans des proportions difficiles à établir. Effectivement, les hommes n'ont jamais manqué de s'opposer en des conflagrations multiformes, qui ont fini par constituer, de force plus que de gré, de déraison plus que de raison, ce phénomène, étonnant de beauté et d'horreur, que nous appelons l'Histoire.

Selon Michéa, les guerres de religion, au cours desquelles les plus basses ambitions revêtirent le masque de missions divines, ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, le traumatisme fondateur qui a conduit une part non négligeable de l'*intelligentsia* à ménager la rupture de la « modernité ».

C'est le moment historique où les tenants de la logique marchande, ayant promptement compris tout le parti qu'ils pourraient tirer de cette rupture, ont mis en circulation l'opinion selon laquelle l'économique (parfaitement compatible avec la nouvelle conception de la raison, et grandement bénéficiaire de la « physique sociale ») apporterait paix et bonheur là où le politique et l'Histoire avaient apporté guerre et malheur.

C'est, historiquement, au sein de la *culture anglo-saxonne* que cette conception moderne de l'homme trouvera le terroir propice à sa prospérité. Le spéculatif étant évincé, c'est l'opératif qui désormais va enclaver, surplomber, et « gérer » la raison, l'éthique et la politique, regroupées sous une seule rubrique : l' « économie politique ».

C'est en se réclamant de cette économie politique que les penseurs « libéraux »⁸ anglo-saxons (valorisés et relayés par nos encyclopédistes et par les *aufklärers* allemands, puis par les marxistes) ont produit une doctrine qui peut se résumer ainsi :

En réaction contre les effets pervers historiques des interprétations opposées, tant du Bien en soi que du bien commun et des vertus civiques qui en découlent, sera instituée une société « *axiologiquement* neutre », gouvernée par les seuls *mécanismes impersonnels du droit* et du *marché* (le tapis rouge est déroulé pour la *technocratie*). L'art politique deviendra un *social engineering* : ajustement des combinaisons institutionnelles les plus efficaces, calculant « au plus juste » un système de « *checks and balances* » (poids et contrepoids).

Exit les gouvernements qui tenaient le gouvernail, *welcome* aux gouvernances qui canalisent les courants. Il en résultera une fin de la barbarie, c'est-à-dire une fin de l'Histoire, qui verra l'avènement de la civilisation, porteuse de paix, prospérité, et bonheur ... un monde nouveau prêt à s'implanter dans le nouveau-monde, puis dans le monde entier (le « meilleur des mondes »?)

C'est, historiquement, au sein de la *culture anglo-saxonne* que cette conception moderne de l'homme trouvera le terroir propice à sa prospérité. Le spéculatif étant évincé, c'est l'opératif qui désormais va enclaver, surplomber, et « gérer » la raison, l'éthique et la politique, regroupées sous une seule rubrique : l' « économie politique ».

C'est en se réclamant de cette économie politique que les penseurs « libéraux » anglo-saxons (valorisés et relayés par nos encyclopédistes et par les *aufklärers* allemands, puis par les marxistes) ont produit une doctrine qui peut se résumer ainsi :

En réaction contre les effets pervers historiques des interprétations opposées, tant du Bien en soi que du bien commun et des vertus civiques qui en découlent, sera instituée une société « *axiologiquement* neutre », gouvernée par les seuls *mécanismes impersonnels du droit* et du *marché* (le tapis rouge est déroulé pour la *technocratie*). L'art politique deviendra un *social engineering* : ajustement des combinaisons institutionnelles les plus efficaces, calculant « au plus juste » un système de « *checks and balances* » (poids et contrepoids).

Exit les gouvernements qui tenaient le gouvernail, *welcome* aux gouvernances qui canalisent les courants. Il en résultera une fin de la barbarie, c'est-à-dire une fin de l'Histoire, qui verra l'avènement de la civilisation, porteuse de paix, prospérité, et bonheur ... un monde nouveau prêt à s'implanter dans le nouveau-monde, puis dans le monde entier (le « meilleur des mondes » ?)

Fin de « l'Histoire », dont la prétendue réalisation sera célébrée, depuis F. Fukuyama, par bon nombre de penseurs et de plumitifs contemporains (il suffit de lire la prose de J. Attali pour s'en convaincre). ●●●

Voilà le point à partir duquel l'idéologie mondialiste s'est développée, voilà le détergent qu'utilise le lavage de cerveau imposé en permanence à nos élèves. Il se résume à 4 préceptes simples, et mêmes simplistes :

- la raison doit se réduire à un calcul d'intérêts ;
- le pouvoir doit passer du politique à l'économique, qui en finira avec l'Histoire, en faisant parvenir l'humanité à son eschatologie : le bonheur ;
- tout événement qui favorise la marche vers cette fin ultime est un progrès, tout événement contraire, une régression ;
- religions, éthiques, idéaux, nations, cultures, langues, sexes, races, terroirs, enracinements etc., bref tout phénomène sociologique ou biologique identifiant, définissant, donnant cohérence et cohésion à un groupe humain, contraire le marché, donc le progrès. Ces phénomènes doivent être discrédités devant l'opinion publique par diverses tactiques rhétoriques : escamotage et remplacement par des simulacres-*gadgets*, déconstruction, ringardisation, criminalisation, diabolisation, etc. jusqu'à leur disparition.

Joli programme ! Habile programmation !...

Il a fallu attendre le XXème siècle pour mesurer la nocivité du phénomène idéologique, et sa tendance à produire des utopies qui ne peuvent s'appliquer que dans des systèmes politiques totalitaires comme le national-socialisme ou le stalinisme... Il a encore fallu attendre le XXIème siècle pour comprendre que l'idéologie du tout-économique a débouché sur l'utopie mondialiste, et sur le *challenge* d'installer un néo-totalitarisme.

Pour les esprits libres qui refusent ce *software*, le seul antidote connu est le bon sens.

C'est le bon sens qui nous enseigne que l'Histoire ne se juge pas, que l'Histoire ne se commande pas, que qui veut liquider l'Histoire liquidera le réel au profit d'images oniriques, promises à tourner en cauchemar...

Certes, l'Histoire est violente mais n'est-ce pas une niaiserie d'en conclure qu'en finir avec l'Histoire (au cas où cela serait possible), impliquerait *de facto* en finir avec le malheur, et engager un processus qui mènerait l'humanité au bonheur ?

Si c'était le cas, la paix perpétuelle dont rêvait Kant, le passage de la barbarie à la civilisation, commencerait à la fin de la guerre froide, à Fukuyama et à sa mondialisation heureuse, démocratique, libérale, socialement émancipée, sous hégémonie étatsunienne.

Facile à vérifier : nous y sommes ! Alors que constatons-nous ?

Comme le disait Talleyrand : « les financiers ne font bien leurs affaires que lorsque l'Etat les fait mal ». Quel est l'effet du *global social engineering* qui, depuis plus d'un quart de siècle, subvertit le politique par l'économique ? Quel est l'effet d'un dispositif où les tyrans, les rois, les présidents, les élus de toutes sortes, ont été transformés en potiches, où les citoyens ont été transformés en publivores par les financiers et leurs *traders* ?

Etant donné que l'économie gouverne, et que la forme de gouvernance la plus économique est la *gouvernance par le chaos*, il suffit d'ouvrir les yeux pour constater que la barbarie perdure, en suivant, d'ailleurs, la trajectoire iconographique des films de guerre américains : elle devient de plus en plus « nanar » !

Jadis, les tribulations des peuples et de leurs chefs, qui s'étrépaient, drapeaux au vent, au rythme des tambours et des trompettes, réservaient, au sein de leur horreur, une portion -si congrue soit-elle- à la grandeur épique.

Présentement, en liquidant le divin, le Bien, les vertus, les peuples, leurs cultures, leurs religions, leurs idéaux, l'ingénierie sociale a perdu cette grandeur tout en conservant l'horreur...

Qui soutiendra que les violences qui pullulent dans le monde contemporain ne sont pas des horreurs ? L'horreur massive, celle des grands affrontements, chassée par la porte, ne serait-elle pas revenue par la fenêtre, sous une forme émiettée, pulvérisée, atomisée, transmise à un agrégat impermanent d'individus que le philosophe étatsunien J. Rawls qualifie de « mutuellement indifférents » ?

Michéa écrit que cette dissociation, que tout humain sensé ne manque pas de constater, a abouti à une « guerre de tous contre tous, par tribunaux interposés », qui prive l'humanité de toute possibilité d'établir des rapports sociaux conformes à ce que le romancier anglais G. Orwell nomme *common sense* (le sens commun) *common decency* (les vertus élémentaires de loyauté, d'honnêteté, de bienveillance, de générosité, qui sont à la base de tout échange de bons procédés).

5. Application de l'idéologie mondialiste à l'école : l'enseignement, le savoir, et l'ignorance selon Michéa

Tel est l'horizon historique sur lequel Jean Claude Michéa opère un retour réflexif sur son métier, sur notre métier.

Son essai : *L'enseignement de l'ignorance*, critique les pressions lobbyistes et les directives ministérielles qui escamotent l'émancipation intellectuelle du citoyen au profit de la préparation du producteur/consommateur à la compétition économique.

C'est un texte court, se développant sur la base d'un article paru dans la revue *Reg'Arts*.

Michéa entame sa réflexion en citant un passage que Christopher Lasch avait écrit en 1979, tiré de *La culture du narcissisme*, qui a fait l'objet de mon précédent article ; passage décrivant la faillite du système éducatif américain, qui produisait des citoyens incapables « de manier leur langue avec aisance et précision, de se rappeler les faits fondamentaux de l'histoire de leur pays, de faire des déductions logiques, de comprendre des textes écrits autres que rudimentaires ».

Michéa constate en 1999 que, à l'instar de la musique de variétés et des séries télévisées, le modèle américain a exporté sa médiocrité pédagogique, avec les mêmes effets, qui, outre l'ignorance (que l'auteur assimile bien plus qu'au défaut de connaissances, au déclin de toute intelligence critique), affectent par contrecoup la cohésion des familles et la sociabilité dans les villages et les quartiers urbains.

La thèse qu'il propose dans ce livre peut s'exprimer ainsi : nous n'avons pas là affaire à un quelconque défaut du système, mais bien à une nécessité économique : « les progrès de l'ignorance, loin d'être l'effet d'un dysfonctionnement regrettable de notre société, sont devenus au contraire une condition nécessaire de sa propre expansion » (p. 15). ●●●

« Arrêtons-nous un instant sur cet homme nouveau : l'homo oeconomicus, promis à l'utopie mirobolante de la paix, de la prospérité, et du bonheur. »

En effet, l'économie politique, dès sa fondation, a prétendu assurer la paix, la prospérité, et le bonheur de l'humanité, grâce au seul jeu du marché.

Toute entrave, tout temps mort (pouvant être notamment dressé par les cas de conscience d'ordre éthique, religieux, politique, culturel, juridique, ou coutumier) qui « enchâsse » ce libre-jeu, devait être supprimé, de façon qu'il ne subsiste de cette table rase que des individualistes nomades, déracinés, en permanent calcul de leur intérêt bien compris.

Arrêtons-nous un instant sur cet homme nouveau : l'homo oeconomicus, promis à l'utopie mirobolante de la paix, de la prospérité, et du bonheur. Ses mécanismes cérébraux, réduits au calcul, ont été étudiés par des scientifiques idéologisés, depuis l'encyclopédiste La Mettrie, jusqu'aux neurosciences, dans un but de *marketing* : quiconque comprendra lesdits mécanismes, pourra prévoir les réactions du cobaye, et préparer à celui-ci un parcours fléché sur lequel il sera exploité tout en se jugeant libre¹¹. C'est ce que les technocrates appellent gouvernabilité. Nous voilà en présence du cavernicole platonicien dans toute son horreur. Souhaitons-nous que nos élèves ressemblent à ça ?

L'auteur en conclut que le marché globalisé se comporte constitutivement comme un facteur dissociatif au coeur des sociétés. Qui dit société dit association, et pour qu'il y ait association il faut qu'un quota non compressible de citoyens « idéalistes » soient soucieux du bien commun, et pratiquent l'échange de bons procédés, le désintéressement, la générosité, voire l'abnégation. Le marché sans limites s'appliquant à une humanité purement intéressée, bouchée à toute civilité, à toute compassion, ne peut que régresser à la loi de la jungle.

Les communicants auront beau déployer toute leur dextérité pour déguiser le loup en mère-grand, l'économiste en généreux... la logique de la vente n'en restera pas moins, par définition, antithétique à la logique du don. Elle ne s'intéressera à l'altruisme que pour en rentabiliser le simulacre. Pour produire ce simulacre (ainsi que tous les simulacres qui désenchâssent le marché), et pour les organiser en une idéologie rentable, il faut des illusionnistes sans scrupules. Pour transmettre ces simulacres, il faut une technocratie de commissaires politiques bornés, sectaires, impitoyables, ou d'idiots utiles (repérables chez les publicitaires, chez les plumaillons, chez les clowns qui se pavanent sur les plateaux tv ... ou chez certains de nos collègues, bureaucrates ou enseignants). Pour consommer ces simulacres, il faut des « spectateurs sans curiosité intellectuelle, des consommateurs disposés à collaborer sur tous les modes au règne séduisant de la marchandise » (p. 33), bref des hommes-machine dépourvus de tout esprit critique, de tout sens commun, de toute décence commune. Pour traquer tous les résilients de la civilité et de la liberté du jugement, il faut des inquisiteurs et des gardes-rouges : officines subventionnées de journalistes-provocateurs, d'indignés mondains, de cafteurs, et de sycophantes. Pour les sanctionner il faut des magistrats idéologiquement compatibles, appliquant des lois liberticides.

Une application intégrale de l'idéologie mondialiste, égoïste singeant l'altruisme, conduirait donc à une espèce de conglomérat darwinien qui ne serait plus une société, et qui ne pourrait vraisemblablement plus maintenir de cohésion minimale : un monde « écologiquement inhabitable et anthropologiquement impossible » (p.65). « L'histoire des trente dernières années est précisément celle des efforts prométhéens que déploient les nouvelles élites mondiales pour réaliser à n'importe quel prix, cette société impossible » (p. 29).

Suite à quoi, l'observateur assiste depuis lors au jeu de deux forces antagonistes qui oscillent selon le schéma du *bras de fer* : civilité des vieilles lunes archaïques et « réactionnaires », et incivilité du parasite novateur « progressiste ». *L'école est l'un des points d'application de ce bras de fer.*

Grâce à leur contre-productivité en termes marchands, les humanités classiques, et plus généralement les savoirs désintéressés comme la philosophie ou les mathématiques pures, sont d'excellents marqueurs. Tant que les ministres leur ont préservé un taux élevé, on a pu penser que le bras économique était en relative position de faiblesse.

Le bras économique a renversé la tendance, selon l'auteur, lors des événements de mai 68, quand ont émergé chez les gauchistes que Serge July a qualifiés de libéraux-libertaires, des slogans oedipiens tels que : « Il est interdit d'interdire ! Tout et tout de suite ! Prenez vos désirs pour des réalités ! Jouissez sans entraves et vivez sans temps morts etc. », slogans qui se voulaient politiques, mais qui étaient immédiatement traductibles en termes de *marketing*.

Durant les trente années suivantes, les ministres qui se sont succédé au portefeuille de l'Education Nationale ont confirmé ce primat économique, en l'habillant de formules telles que « démocratisation de l'enseignement, adaptation au monde moderne, etc. ».

« Un certain nombre de réformes ont reconfiguré l'Education Nationale, en la rapprochant du modèle utopique libéral. »

Une seconde poussée a eu lieu dans la dernière décennie du XXème siècle, à la fin de la guerre froide, lorsqu'à l'occasion de divers congrès (dont celui de l'hôtel Fairmont à San Francisco, en septembre 1995), les oligarques mondialistes qui dominaient le *business* mondial ont calculé qu'au XXIème siècle, 20% de la population active suffiraient à maintenir l'activité de l'économie mondiale.

Le problème consisterait donc à maintenir la *gouvernabilité* des 80% surnuméraires.

La solution a été reprise de César (*panem et circenses*) par le technocratissime Zbigniew Brzezinski, grand prêtre de la religion du doux commerce : le *tittytainment* (mot-valise composé de *titty* = mamelon, et *d'entertainment* = divertissement), dont la définition est : « cocktail de divertissement abrutissant et d'alimentation suffisante permettant de maintenir de bonne humeur la population frustrée de la planète » (p. 42).

C'est le moment où un certain nombre de réformes ont reconfiguré l'Education Nationale, en la rapprochant du modèle utopique libéral. Michéa pense que ces réformes traduisent un plan, transmis des oligarques aux ministères par les *lobbies*, et organisé selon les proportions brzezinskiennes : ●●●

1. Pour les 20% de perles, un pôle d'excellence, (avec priorité aux matières managériales), secteur qui se diviserait en deux :

- Le niveau ingénieur, aux conditions d'accès très sélectives, qui maintiendrait, *mutatis mutandis*, le schéma pédagogique classique qui a fait ses preuves (tiens tiens !).

- Le niveau technicien, privilégiant un savoir algorithmique, c'est-à-dire qui ne fait pas appel à l'autonomie et à la créativité de ceux qui l'utilisent. Ce savoir pouvant d'ailleurs être transmis chez l'élève, sur son PC, avec le didacticiel correspondant.

2. Et pour les 80% d'huîtres, destinés au RSA et aux emplois précaires et flexibles :

La transmission de savoirs réels étant trop coûteuse, la transmission de méthodes critiques nuisant à leur gouvernabilité, le *challenge* des pédagogues (à tout seigneur tout honneur leur gourou : Philippe Meirieu) sera de leur **enseigner l'ignorance** (et j'ajouterais personnellement le **crétinisme**). Et pour ce faire, une seule solution : le *tittytainment*.

Dans les 20 ans qui se sont écoulés depuis cet hypothétique *diktat* oligarchique, comment avons-nous perçu, au bas de l'échelle, les applications de cet hypothétique plan ?

« Un seul mot (poli) peut résumer mon impression d'ensemble : le laisser-aller. »

Tout ce que je peux dire, c'est qu'appartenant à la même génération que Michéa, j'ai été personnellement témoin d'un phénomène inquiétant, et j'en appelle à tous les collègues de ma génération : au tournant du siècle, nos établissements ont profondément changé de visage.

Si l'on excepte les établissements privés hors contrat, les grands lycées, les classes prépas, et les grandes écoles, les établissements du service public se sont mis à ressembler aux décors des *school series* d'outre-Atlantique.

La mission du professeur et les contenus des programmes ont subi une mutation fondamentale.

La bureaucratie a adopté la méthode managériale.

La surveillance s'est recyclée.

La propreté et l'intégrité des locaux se sont dégradées, en même temps que la discipline, le respect, et même la sécurité.

Quant au plus important : le niveau des élèves, il a subi une baisse invraisemblable.

Un seul mot (poli) peut résumer mon impression d'ensemble : le laisser-aller.

Que ce laisser-aller ait été programmé ou que ce ne soit qu'un « dommage collatéral », comment avons-nous pu laisser passer ça ?... Nous dont la mission est de comprendre et d'amener à comprendre ?

Pas trop difficile à expliquer : d'abord parce que beaucoup d'entre nous ont gobé l'argument-massue « c'est le progrès » (progrès = déclin ???) ; ensuite parce que certains grands syndicats ont dévié, trituré, tortillé les protestations ; ensuite parce que le collectif Racine n'existait pas encore ; enfin parce que les transformations scolaires semblaient refléter les transformations de l'ensemble de la société, avec sa masse et son inertie.

Mais par-dessus tout parce que nous avons subi un **énorme accroissement de la pression**.

Pour les débutants, il suffisait de modifier leur formation et de les encadrer. Dont acte.

Quant aux anciens, leur formation antérieure, la conscience de leur mission, sans parler de leurs valeurs éthiques ... ne les prédisposaient nullement à un « acte éducatif » recouvrant un tel oxymore : « l'enseignement de l'ignorance ». Ils ont donc commencé par être ringardisés, tocatisés, déconstruits, puis à faire l'objet de chantages multiples et divers : réunionniste aiguë, note administrative au compte-goutte, rapports d'inspection à l'avenant, assortis d'une incitation à se faire rééduquer dans des camps ... (pardon !) ... dans des stages animés par les chiens de garde de la *nomenklatura* : les *experts en sciences de l'éducation*.

Ces derniers, fieffés taquins, les attendaient de pied ferme, ayant pris soin d'habiller leur discours performatif d'une novlangue parfaitement incompatible avec le vocabulaire et la syntaxe du français, et prêts à user dudit discours performatif avec gourmandise, pour proférer des verbigerations parfaitement incompatibles avec la logique et la morale.

« L'administration n'a pas interdit au professeur de prendre des sanctions, mais elle a tout fait pour ne pas les appliquer ou en amortir les effets »

En quoi consistait cette rééducation ?

* Pour le fonds, l'enseignement de l'ignorance devait s'établir sur la déconstruction du *common sense* :

Le cours magistral était décrédibilisé avant de passer aux oubliettes.

L'enseignant, promu *tittytainer*, devait dépouiller sa vieille peau de sujet supposé savoir, et endosser la défroque *gadget* d'animateur, proche des camelots de supermarché.

L'animateur devait délaisser les contenus fondamentaux pour s'attacher aux activités d'éveil, projets transversaux, transdisciplinarité, actions éducatives (semaine de la presse et des médias, semaine de l'éducation contre le racisme et l'antisémitisme), sorties pédagogiques, éducation sexuelle plus ou moins ludique, forums de discussion, conçus sur le modèle de la dynamique de groupe et des *talk-shows* télévisés, etc.

Quant aux élèves, nos *partners*, ils devaient accéder au « socle commun de connaissances, compétences, et culture » tenant compte de leur « diversité », et leur évaluation devait se modifier de l'individuel au collectif, jusqu'à l'abandon de la notation (échelle de référence afin de « sortir de la logique acquis/non acquis »).

* Pour la forme, l'enseignement de l'ignorance s'est établi sur la déconstruction de la *common decency* :

Du moment que l'incivilité fait tourner le commerce, l'instruction civique au sens strict devenait contre-productive. C'est, ainsi que les règles de respect mutuel et de respect du professeur devaient être remplacées par des *gadgets* comme l'éducation « citoyenne ».

C'est l'époque où les incivilités, et même la délinquance, se sont multipliées dans nos établissements. L'administration n'a pas interdit au professeur de prendre des sanctions, mais elle a tout fait pour ne pas les appliquer ou en amortir les effets, tandis que le « manque de rayonnement » du professeur était évoqué pour le rendre responsable de tout désordre. Les surveillants ont cessé de surveiller, les CPE n'ont plus passé de savon aux sauvagions (arbres non greffés) et aux racailles, ils ont transformé leur bureau en cellules de soutien psychologique où les parents et les travailleurs sociaux revendiquaient des protocoles compassionnels. ●●●

C'est ainsi que les établissements scolaires ont cessé d'être des lieux de travail pour devenir des « lieux de vie », c'est-à-dire des garderies pour adolescents surinfantilisés, inspirés des agences touristiques, des parcs d'attractions, du folklore *Halloween* et *Love parade*, pour *tittainophages* festifs, en partenariat avec les associations de parents *tittainophiles*, et des « partenaires institutionnels » comme la CAF, les « acteurs sociaux » (éducation prioritaire qui permet de construire des « alliances éducatives ») et les « comités départementaux d'éducation à la santé et à la citoyenneté » abordant les « problématiques » de pauvreté et réussite scolaire...

C'est ainsi que nous avons été contraints à redoubler le discours des médias et du *show-biz* pour défournier, année scolaire après année scolaire, des promotions « coeur de cible » du grand marché unique, consommateurs de droit, capricieux, intolérants, procéduriers, et politiquement corrects, promis aux brillants *avenirs-gadgets* d'intermittents du spectacle, de *femen*, de sourieurs obligatoires dans les *hamburger stations*, d'assistés, de délinquants...

Conclusion

Rempochons nos mouchoirs et songeons à résister. La cause n'est pas désespérée : l'« homme-machine », l'« homme nouveau », ne sont que des vues de l'esprit qui se fondent sur le désir, non sur la réalité. Les transhumains, au cas improbable où ils finiraient par se bidouiller, ne seront que des monstres hybrides, stériles, promis à l'autodestruction.

L'homme est, et restera, un « animal rationnel ». La puissance de bien juger et distinguer le vrai d'avec le faux est une faculté résiliente, qui pliera sous les lavages de cerveau, mais ne rompra pas. L'homme est, et restera, un « roseau pensant ».

Les dissidents antisoviétiques, pliés sous le poids de l'idéologie stalinienne, non seulement n'ont pas rompu, mais encore ils ont fini par rompre celle-ci. Nous pouvons faire de même avec l'idéologie mondialiste, en soutenant contre vents et marées que c'est la politique qui doit enclaver et surplomber l'économie, que c'est la culture qui doit enclaver et surplomber l'économie. Non l'inverse.

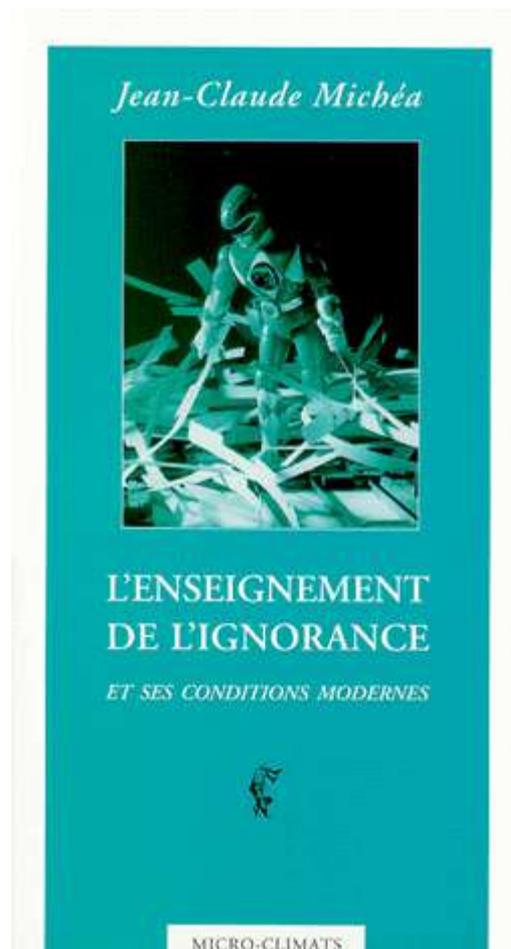
Nous dissidents, pouvons jouer à l'arroseur arrosé avec le système qui nous gadgétise, et même avec sa novlangue et ses impostures lexicales : nous pouvons **déconstruire notre déconstruction, enchâsser notre gouvernabilité**, celle de nos collègues, celle de nos élèves. Nous, dissidents, pouvons résister à la pression bureaucratique, en refusant les chantages, en boycottant toutes les réunions inutiles (ou en y assistant pour démontrer et critiquer leur inutilité), en donnant nos copies à corriger aux CPE qui nous font maintenir l'ordre à leur place, en déconstruisant la rhétorique et la com. des syndicats mondialistes.

Nous dissidents, pouvons être à l'écoute de nos collègues stressés par la pression managériale. A leur disposition pour leur proposer les concepts-dissolvants contre la servitude volontaire, pour leur prêter main forte (soutien et recours légaux) contre l'arbitraire dont ils sont victimes.

Nous dissidents, pouvons être des enseignants réellement formateurs aux savoirs, à la culture, et à la vertu civique, soucieux de désintoxiquer nos élèves.

Sans attendre de directive ministérielle, et en ignorant superbement les maîtres-chanteurs bureaucratiques, rien ne nous empêche d'inclure, dans les programmes de philosophie, de sciences, d'histoire, d'instruction civique, et d'économie ... un créneau « **désintox** », « **libre-accès au réel** » réservé aux conditions, tant générales que spécifiques par matière, de la **liberté du jugement** : accessibilité non restrictive des informations, traitement de celles-ci avec exigence de justification des sources, recoupage, combinaison des faisceaux d'indices, détection des incohérences et des contradictions, décryptage des artifices rhétoriques, éjection de la répétition, extirpation des arguments paresseux et lénifiants, définition des règles de logique et de classification, etc.

Ce n'est qu'ainsi qu'il nous sera possible de dégager la perspective du déploiement de leurs potentialités, au premier rang desquelles le sens commun et la décence commune, qui feront de ceux-ci ... non des électrons-libres égoïstes, esclaves du marché ... mais des citoyens libres et responsables de la cité ... et des patriotes disposés, dans les petites choses comme dans les grandes, à manifester un généreux esprit de sacrifice pour la patrie à laquelle ils sont fiers d'appartenir. ●



« L'Enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes » est un ouvrage de Jean-Claude Michéa paru en 1999.

Débat des Semaines sociales de France

Le 20 novembre 2016, les Semaines Sociales de France organisaient, à l'occasion de leur session annuelle, un débat entre les spécialistes éducation des différents partis politiques :

- Alain Avello, pour le Front National
- Annie Genévard, pour « Les Républicains » (retransmission vidéo)
- Philippe Meirieu, pour Europe Écologie-Les Verts
- Corinne Narassiguin, pour le Parti Socialiste
- Paul Vannier, pour le Parti de Gauche



Le débat qui a fait suite aux interventions a donné lieu à une vive passe d'armes entre **Alain Avello** et **Philippe Meirieu** :

Philippe Meirieu : J'aurais une question à poser à Alain Avello à propos de sa citation de Paul Langevin, « l'égalité par la promotion de tous », qu'entendez-vous par là ? Êtes-vous favorable à ce que tous les élèves de baccalauréat professionnel aient une épreuve de philo ? Pensez-vous normal qu'un tiers des jeunes français (27%) parce qu'ils se préparent à des métiers comme soudeur ou ébéniste ne puissent pas s'intéresser et discuter de questions aussi essentielles que la vie, l'amour, la mort ? Vous qui êtes professeur de philosophie, que pensez-vous de la promotion de tous dès lors qu'elle écarte un certain nombre de nos élèves de ce qui est le soubassement culturel fondamental à partir duquel ils peuvent construire leur vie ?

Alain Avello : Je constate que vous avez pris connaissance des propositions de Marine Le Pen, qui prévoit la suppression de l'enseignement de la philosophie en terminale technologique. Vous avez eu des liens très étroits avec plusieurs ministres de l'Éducation nationale, j'en veux pour preuve les fonctions que vous avez remplies et l'influence que vous avez eue, le plus souvent très négative, à la tête de l'IUFM de Lyon, ce temple du pédagogisme...

François Ernenwein : Tenez-vous en au fait.

Alain Avello : L'enseignement de la philosophie n'est pas universel, il n'est pas dispensé dans les lycées professionnels, ce dont tout le monde se satisfait. Très pragmatiquement, je préside un collectif d'enseignants, c'est-à-dire de praticiens, et non pas ces experts que vous fréquentez et que vous êtes. Il s'avère que l'enseignement de la philosophie est quasiment impraticable à raison de deux heures par semaine en série technologique. On demande aux élèves d'être en mesure de réaliser des dissertations philosophiques comme leurs condisciples de terminale générale, alors que la dissertation n'est plus guère pratiquée dans les années qui précèdent, tout particulièrement dans les séries technologiques. Il y a une sorte d'hypocrisie à vouloir enseigner la philosophie en classe de terminale technologique. Mais comme je suis un républicain intransigeant, je tiens au caractère universel des enseignements. Vous n'avez pas retenu l'enseignement que nous comptons créer, intitulé « civisme et droit », un enseignement à part entière qui remplacera utilement en série technologique la philosophie et qui, lui, a vocation à devenir pleinement universel puisqu'il sera dispensé aussi bien en terminale générale, technologique que professionnelle.

Philippe Meirieu : En 1989, j'ai fait la proposition que le droit soit enseigné dès le collège et jusqu'à la terminale et qu'un Capes soit créé. Mais j'estime que c'est une tartufferie que de parler de la promotion pour tous en enlevant à une partie de ces tous la possibilité de réfléchir sur son destin.

Alain Avello : J'ai très précisément et très pragmatiquement donné les raisons pour lesquelles cet enseignement de la philosophie en séries technologiques ne fonctionne pas !

François Ernenwein : On voit que les Semaines sociales se sont attaquées à une question assez clivante. On verra les choix qui seront faits par les différents candidats à l'élection présidentielle. Les Semaines sociales ont fait leurs propositions et les semainiers pourront mesurer, en regardant les programmes, à quel point leur contribution au débat aura éclairé, ou pas, telle ou telle position de tel ou tel candidat et éventuellement en tirer les conséquences.

Intervention aux Semaines sociales de France



par **Alain Avello**

Président du Collectif Racine

Membre du conseil stratégique de la campagne de Marine Le Pen

Conseiller régional des Pays de la Loire

Madame la présidente,
Mesdames, Messieurs,

Laissez-moi tout d'abord vous remercier pour votre invitation à m'exprimer, à l'occasion de votre session annuelle, au nom du mouvement politique que je représente aujourd'hui devant vous : le mouvement patriote qui soutiendra la candidature de Marine Le Pen à l'élection présidentielle.

Sachez ensuite qu'en charge des questions scolaires au sein de ce mouvement, j'ai bien sûr pris connaissance, et avec le plus vif intérêt, de votre « Livre ouvert de propositions pour l'éducation » : on ne manque pas d'y percevoir la conscience qui est la vôtre des enjeux, de l'importance primordiale de l'École dans la réussite individuelle et collective des enfants et des jeunes que la Nation lui confie !

Soyez enfin convaincus que je me félicite de la démarche qui est la vôtre : inviter de la sorte à prendre tour à tour la parole des responsables politiques issus des différents partis et mouvements, manifeste votre attachement au pluralisme des positions et des expressions, et donc votre souci d'une démocratie active et vivante !

Toutes choses me conduisant à me prêter du meilleur gré à l'exercice que vous nous proposez, même si les positionnements que je soutiendrai aujourd'hui devant vous, et dont je tiens à préciser d'emblée qu'ils ne présagent pas, sans restriction du moins, des propositions que Marine Le Pen choisira de faire aux Français — son Projet pour la France ne sera connu que fin janvier ou début février —, même si ces positionnements donc, iront souvent à l'encontre des propositions portées par votre « Livre ouvert ».

Plus que sur une proposition en particulier, c'est de fait sur les constats que vous dressez que je vous rejoins surtout : oui, et pour vous citer, « notre pays [...] tend à se diviser en communautés, à perdre de vue un « bien commun » pour lequel s'engager et se battre », j'ajouterai simplement que lutter contre la montée des communautarismes qui fragmentent la société et la menace des conflits les plus graves, passe par une éducation visant à donner le sentiment d'une commune appartenance à la seule communauté qui vaille : la nation !

Oui, et pour vous citer encore, « on voit aujourd'hui que les inégalités grandissent entre établissements, au détriment des plus fragiles », et j'ajouterai que ces inégalités n'ont malheureusement cessé de croître depuis une bonne trentaine d'années, que l'École a bel et bien cessé, et depuis longtemps, d'être un vecteur d'égalité. Et que cela est l'œuvre commune des politiques scolaires menées aussi bien par la gauche que par la droite, par l'UMP que par le PS !

Alors, je vous rejoins totalement sur cette proposition particulière visant à renforcer, dans le cadre des enseignements, le sens de l' « engagement civique et citoyen » — c'est en effet un impératif de premier ordre, face à la montée des communautarismes —, mais je ne crois pas du tout que l'EMC, l'Enseignement Moral et Civique, fournisse le cadre où ce très légitime objectif puisse être atteint.

L'instruction civique est un vœu pieu des ministres successifs, qui n'a dans les faits accouché, pour en citer les deux plus récents avatars, que de l'ECJS ou de l'EMC, lesquels ne sont certes pas des enseignements à part entière. Pourtant un véritable enseignement civique n'a jamais autant été nécessaire qu'aujourd'hui !

C'est pourquoi l'une de nos propositions est de remplacer l'EMC par un enseignement civique et juridique à part entière que nous projetons — le projet de loi est d'ores et déjà écrit — de nommer « Civisme et droit », qui sera dispensé, comme il se doit pour un véritable enseignement, par des professeurs spécifiquement recrutés — nous créerons un CAPES de droit —, et dont le principal objectif sera de pleinement assimiler chaque enfant, chaque jeune à la nation.

Concernant le deuxième point, savoir les inégalités croissantes entre établissements, si je ne puis donc que vous rejoindre totalement sur le constat, et déplorer avec vous la situation, je me situe par contre en opposition totale avec les propositions que vous faites, particulièrement lorsque vous envisagez de « donner davantage d'autonomie aux établissements scolaires [je vous cite] notamment sur l'élaboration du projet pédagogique et le recrutement des enseignants ». ●●●

« Que les « inégalités grandissent entre établissements » ne traduit nullement la faillite d'une administration au niveau national, mais est au contraire la conséquence directe de l'autonomie excessive qui leur est accordée. »

Alors que vous envisagez comment combler les écarts d'égalité entre établissements, les solutions que vous avancez vont, de notre point de vue, dans le sens de plus d'inégalités encore !

Je voudrai dire, à l'encontre de ces solutions, tout mon attachement, tout notre attachement à l'égalité républicaine, à l'égalité de tous les élèves devant les enseignements dispensés, quel que soit la zone géographique où se situe leur établissement, à la stricte égalité aussi au niveau des critères de recrutement des enseignants.

Que les « inégalités grandissent entre établissements », et ce constat ne peut donc qu'être partagé, ne traduit nullement la faillite d'une administration au niveau national, mais est au contraire la conséquence directe de l'autonomie excessive qui leur est accordée.

Même si pragmatiquement nous faisons la différence entre les établissements secondaires dont la trop grande autonomie pose donc problème, et les établissements primaires, auxquels il s'agira au contraire d'accorder davantage d'autonomie. Nous prévoyons à ce titre la création d'un statut administratif commun à ces deux types d'établissements (ou groupes d'établissements).

« Il faudra donc, au contraire de ce que vous envisagez, recentraliser l'administration de l'Education nationale »

Il faudra donc, au contraire de ce que vous envisagez, recentraliser l'administration de l'Education nationale, au moins partiellement et provisoirement, car c'est la première condition de la réforme, et tout particulièrement des mesures d'urgence !

Cette recentralisation s'impose non seulement donc pour combler les inégalités entre les établissements, mais aussi et surtout pour que l'Ecole redevienne un vecteur d'égalité entre les élèves. Jamais l'Ecole, ce constat fait l'unanimité, n'a été aussi inégalitaire qu'aujourd'hui : les inégalités sociales d'origine ont été par elle amplifiées, à mesure qu'ont été revus à la baisse les contenus enseignés et le niveau d'exigence.

Pour que l'Ecole donne des chances égales à tous les enfants et les jeunes et qu'elle puisse par là remédier aux inégalités sociales, il faut qu'elle renoue pleinement avec sa mission d'instruction, que des enseignements exigeants soient dispensés à tous les enfants, selon leurs compétences et leurs efforts, en permettant de la sorte, pour reprendre le mot de Paul Langevin, « la sélection des meilleurs par la promotion de tous » !

Le mouvement que je représente devant vous aujourd'hui tient par-dessus tout à cette exigence républicaine de premier ordre !

« J'ai lu, au nombre de vos propositions, celle de privilégier l'objectif du « vivre ensemble » sur celui, tellement plus noble, de l'émancipation par l'instruction. »

Aussi, est-ce avec beaucoup de regrets que j'ai lu, au nombre de vos propositions, celle de reconduire le principe du « socle commun de compétences », lequel n'a jamais signifié le moindre souci des fondamentaux, mais s'est traduit par un moins-disant en termes d'instruction, et, plus généralement, celle de privilégier l'objectif du « vivre ensemble » sur celui, tellement plus noble, de l'émancipation par l'instruction.

Mais il est vrai que la nature de votre engagement n'est pas immédiatement politique, comme vous l'admettez vous-mêmes : vous œuvrez, comme vous le dites donc, dans le sens d'un « changement des mentalités » que vous appelez résolument de vos vœux, et ne prétendez donc pas, comme vous le dites encore, « prôner une énième réforme »...

Eh bien mon engagement, qui est au contraire du vôtre pleinement assumé comme politique, est au contraire nourri par la conviction profonde que les mentalités sont prêtes pour la Réforme, non pas certes « une énième réforme », mais un Grand plan de redressement de notre système scolaire, qui, en renouant avec le bon sens, et en retrouvant tout aussi bien une ambition pour l'avenir de chaque enfant, de chaque jeune, et donc une ambition pour l'avenir collectif de la nation, sauvera notre Ecole du naufrage.

Chef de file des enseignants patriotes, c'est à l'élaboration de ce Grand plan que je travaille depuis plusieurs années. Vous pourrez ainsi prendre connaissance des « 100 propositions pour l'Ecole et l'Université de demain » que j'ai eu l'honneur et le plaisir de remettre, fin septembre, à l'occasion de sa première Convention présidentielle, à Marine Le Pen.

Ces propositions ne manqueront pas de nourrir le Projet qu'elle présentera d'ici quelques semaines aux Français, Projet qui jettera les bases du redressement national et donc, tout aussi bien, de celui de l'Ecole, service organique de la République. ●



A gauche, Philippe Meirieu, représentant EELV, était présent lors du débat des Semaines sociales de France.



ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE - 23 AVRIL ET 7 MAI 2017

Alain Avello, président du Collectif Racine, nommé au Conseil stratégique de campagne de Marine 2017

Le **16 novembre 2016**, a été inauguré le local de campagne de **Marine Le Pen** pour l'élection présidentielle. A été également révélé le **Conseil stratégique de la campagne**, dont **Alain Avello** a été nommé membre, et révélé le logo de la candidate.

CONSEIL STRATÉGIQUE DE CAMPAGNE

Marine LE PEN

CANDIDATE À LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

David RACHLINE

DIRECTEUR DE CAMPAGNE

CONSEIL STRATÉGIQUE

Louis ALIOT
Alain AVELLO
Nicolas BAY
Bruno BILDE
Steeve BRIOIS
Sébastien CHENU
Gilbert COLLARD
Ludovic DE DANNE
Eric DOMARD
Jean-Michel DUBOIS
Gaetan DUSSAUSAYE
Bertrand DUTHEIL DE LA ROCHÈRE
Bruno GOLLNISCH
Catherine GRISET
Paul-Henri HANSEN-CATTA
Jean-François JALKH
Jean-Lin LACAPELLE
Gilles LEBRETON
Marion MARÉCHAL LE PEN
Joelle MELIN
Jean MESSIHA
Bernard MONOT
Sophie MONTEL
Philippe MURER
Philippe OLIVIER
Florian PHILIPPOT
Stéphane RAVIER
Jérôme RIVIÈRE
Wallerand DE SAINT JUST
Mikael SALA
Julien SANCHEZ
Jean-Luc SCHAFFHAUSER
Jean-Richard SULZER
Thibaut DE LA TOCNAYE

MARINE2017

Actualité du Collectif Racine

Conférences & lancements de sections



23 octobre 2016, à Grenoble (38) : inauguration de la 23e section du Collectif Racine

Le 23 octobre 2016, à Grenoble (38) a été inaugurée la 23e section départementale du Collectif Racine, dont M. Damien Barthelemy a pris la responsabilité.

Ont tour à tour pris la parole :

- **Thibaut Monnier**, secrétaire départemental du Front National de l'Isère, conseiller régional Au-RA ;
- **Damien Berthélémy**, nouveau secrétaire départemental du CR 38 ;
- **Alain Avello**, président du Collectif Racine.



27 octobre 2016, à Suresnes (92) : inauguration de la 24e section du Collectif Racine

Jeudi 27 octobre 2016, à Suresnes, a été lancée la section des Hauts-de-Seine du Collectif Racine, en présence d'Alain Avello, président, d'Aymeric Durox, coordonnateur Ile-de-France et de Paul de Buyer qui a été officialisé comme responsable de la nouvelle section.

Au cours de cet événement, les intervenants sont revenus sur les « **100 propositions pour l'Ecole et l'Université de demain** » remises le mois dernier à Marine Le Pen.



**28 octobre 2016,
à Melun (77) :
anniversaire de la section de
Seine-et-Marne du Collectif Racine**

Le vendredi 28 octobre 2016, le CR77 fêtait le 1er anniversaire de sa création, en présence d'**Alain Avello**, président du Collectif Racine et d'**Aymeric Durox**, secrétaire départemental du Collectif Racine 77, coordinateur du Collectif pour l'Île-de-France. Etait invité **Maximilien Dufour**, assistant parlementaire de l'eurodéputé et vice-président du Collectif Racine **Gilles Lebretton**, afin qu'il évoque son rôle d'assistant parlementaire patriote au sein de l'Union européenne.



**3 décembre 2016,
À Mulhouse (68) :
Conférence du Collectif Racine**

Le 3 décembre 2016, à **Mulhouse**, a eu lieu une conférence du Collectif Racine en présence de **Marie-Hélène de Lacoste-Lareymondie**, SD CR 68, **Alain Avello**, président du Collectif Racine et **Arnaud de Rigné**, responsable de l'administration au sein du Collectif.



**17 décembre 2016,
à Bordeaux (33) :
nomination de Marc Chapuis
à la tête de la section de
Gironde du Collectif Racine**

Le 17 décembre 2016, **Alain Avello** donnait une conférence à Bordeaux, à l'invitation d'**Edwige Diaz**, secrétaire départementale du Front National de Gironde, et de **Marc Chapuis**, nouvellement nommé secrétaire départemental du Collectif Racine de Gironde.



Le **samedi 14 janvier**, à partir de **13h30**, **Alain Avello** portera la parole de **Marine Le Pen**, lors du **Forum de l'Alternative** éducative qui réunira, pour une présentation de leurs propositions suivie d'un débat, les candidats à l'élection présidentielle ou leurs représentants. Cet événement qui aura lieu à la Résidence Internationale de Paris (44, rue Louis Lumière – 20e), est organisé par le Syndicat Général des Lycées (SGL).

Marine Le Pen devient la personnalité politique préférée des Français



C'est ce que révèle une enquête de l'IFOP qui a publié mi-décembre un classement des 50 personnalités préférées des Français. Marine Le Pen y entre à la 37^e place, en tête des personnalités politiques qui y figurent.

BULLETIN D'ADHESION



Collectif Racine
Les enseignants patriotes

Coupon à retourner à :

Collectif Racine
78 Rue des Suisses
92000 NANTERRE

secretariat@collectifracine.fr

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

TEL. _____ PORTABLE _____

MAIL _____ DATE DE NAISSANCE ____/____/____

> JE SUIS ENSEIGNANT

MATIERE(S) ENSEIGNE(E)S _____ DE NIVEAU(X) _____

TYPE D'ETABLISSEMENT _____

> AUTRE (PRECISER) _____

Adhésion Simple : 25 €

Je suis adhérent à jour de cotisation du FN, du SIEL, du PEC et/ou du RBM : 20 €

Je souhaite faire un don de (montant libre) : _____ €

Chèque à l'ordre de " Collectif Racine "

Signature :